

**OFIS** store Shopping. No limit.

Ordinateur GX 760\*  
+ Imprimante HP 1515

**145.000 FCF**

STOCK LIMITÉ

LibreOffice + Antivirus Microsoft Offerts

01 600 00 00 | Bd Sassou Nguesso, MPILA (En diagonale CFAO)

# LA SEMAINE AFRICAINE

65<sup>ème</sup> année

lasemaineafricaine.net

N° 3736 du Mardi 24 Octobre 2017 - 65<sup>e</sup> Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 - CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro - Tél.: (+ 242) 06.678.76.94 / 06.889.98.99 / 05.528.03.94 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

**Un Dimanche en paroisse**

Saint  
Jean-Paul II  
de Diata



La communauté paroissiale participant à la célébration eucharistique. (P.9)

**Kenya**

La prochaine élection présidentielle entre inquiétudes et incertitudes

(P.7)

**7<sup>e</sup> sommet ordinaire de la Conférence internationale sur la région des grands lacs**

Denis Sassou-Nguesso, nouveau président en exercice de la CIRGL

(P.6)

**Gouvernement**

Quand deux ministres se livrent en spectacle



Arlette Soudan-Nonault et Rosalie Matondo pendant la passation de consignes reportée.

(P.3)

**L'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) en campagne**

«Pour la libération des prisonniers politiques au Congo»

(P.5)

**CHU-B (Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville)**

Le sommet de la pyramide sanitaire ne soigne toujours pas

(P.5)

**HILARY HOTEL**  
Séjournes à Pointe-Noire, à partir de 30.000 F.cfa la chambre

UN BUFFET DE : 5 000 FCFA

Situé à 5 minutes de l'Aéroport international AGOSTINO NETO  
05 730 27 21 / 06 648 82 45 / 04 444 24 67

Editorial

# Malades



Téléphonie mobile

# MTN Congo doublement primée pour les œuvres sociales de sa Fondation

La société de téléphonie mobile MTN Congo, «meilleur réseau du Congo», confirmé par l'Agence de Régulation des Postes et Communications Electroniques (ARPE), a été doublement primée le mercredi 11 octobre dernier à Brazzaville, par deux organisations non gouvernementales (ONG), MB PRODUCTION et l'Association Nations Unies, Réalités Perspectives, Paix-Démocratie et Droits de l'Homme (UN-R2 PDH), œuvrant pour la promotion de notre culture, la sauvegarde de la paix et la protection des droits de l'Homme. Ces deux acteurs de la société civile ont décerné des diplômes à la direction générale de MTN Congo, notamment M. Djibril Ouattara, et au bras social de cette entreprise, en l'occurrence la Fondation MTN Congo que dirige avec brio M. Cyriaque Okoumou Ombolla. Ceci en reconnaissance de «l'œuvre grandiose» menée depuis une dizaine d'années au profit des communautés congolaises.

La cérémonie, au siège même de MTN Congo, sobre, empreinte d'humilité, mais pleine de profondeur et de gratitude, dans les propos des uns et des autres qui ont tous parlé avec leur cœur, restera à jamais gravée dans les annales de cette société.

MTN Congo, plébiscitée

Devant donc une trentaine de personnes, le directeur exécutif de UN-R2PDH, M. Abdon Leckiby, a été le premier à prendre la parole, pour situer l'auditoire sur les objectifs de leur organisation et la raison de la remise d'un diplôme à la Fondation MTN Congo.

Conformément à ses objectifs, dans le cadre de ses activités annuelles, UN-R2PDH honore et prime les personnalités civiles, politiques, militaires et les chefs d'entreprises et fondations qui œuvrent chacun, pour sa part, à «promouvoir les droits pertinents de l'Homme» dans leurs sphères respectives et leurs environnements de travail. «Il s'agit du droit à la vie, à l'alimentation et à l'eau, à l'éducation, du droit au meilleur état de santé, du droit aux sports et loisirs, du droit à l'emploi et à la sécurité sociale», a expliqué M. Leckiby. Il s'agit aussi des personnalités et fondations qui s'occupent à prendre en charge certaines catégories de personnes, à l'instar des filles désœuvrées, les peuples autochtones et les personnes du troisième âge et celles vivant avec handicap. Ainsi, les «Volontaires et Messagers de Paix» de cette organisation de la société civile ont pris résolument la décision d'honorer les défenseurs des Droits Humains dans l'ombre, en leur décernant chaque année «le diplôme d'encouragement et de reconnaissance dénommé: Diplôme de Messenger de Paix et Volontaire pour les Droits Humains».

C'est ce diplôme qui a été décerné à la Fondation MTN Congo et réceptionné par son DG, M. Ouattara en présence de ses collaborateurs de la Fondation, notamment M. Okoumou, le directeur, MM. Claudia Dossou, Olfrey Oba

Odzouo, Christianie Djimbi.

Les ONG satisfaites du travail de la Fondation MTN Congo. Fait important à relever, selon M. Leckiby, les enquêtes «indépendantes et discrètes» menées par leur organisation, pendant six mois, ont permis de retenir la Fondation MTN Congo parmi tant d'autres fondations qui ont œuvré «considérablement à la



M. Médard Mbongo de l'ONG MB Production avec le DG de MTN Congo.

promotion des valeurs de paix et à la lutte contre des violences faites à l'égard de l'homme en général.

Ces enquêtes ont permis à l'UN-R2PDH de recueillir des «informations satisfaisantes» faisant mention de la promotion des «Droits pertinents de l'homme». Dans le cadre de la promotion de l'éducation, a souligné M. Leckiby, le 20 mai 2017, la Fondation MTN Congo a doté l'école catholique «Immaculée Conception» de Ouenzé, d'une bibliothèque et une salle multimédia équipée d'ordinateurs complets, d'une connexion internet haut débit, afin de permettre aux élèves et encadreurs de travailler dans des conditions les meilleures pour leur épanouissement.

«Votre Fondation a accompagné l'engagement des jeunes à la recherche des retombées positives à la vie communautaire pour une amélioration générale des compétences sociales et scolaires et le renforcement des liens avec la famille, le renforcement des valeurs morales et de l'intégrité, une compassion pour les autres», a-t-il fait remarquer.

A l'orée de la rentrée scolaire 2017-2018, a-t-il poursuivi, MTN Congo venait de se distinguer en procédant à la remise officielle du CEG COMMUNE DE BACONGO



M. Abdon Leckiby de UN-R2PDH remettant le diplôme au DG de MTN Congo.

qui a bénéficié des travaux de rénovation et de construction des bâtiments au mois de juin, dans le cadre du programme communautaire dénommé «21 days of Y'ello care».

Le 25 août 2017 à Brazzaville, la société MTN par sa Fondation, a lancé un concours à l'endroit des jeunes entrepreneurs congolais. Ce programme «Y'ello Startup», a soutenu M. Leckiby, permettra aux jeunes congolais de comprendre ce qu'est «entreprendre, monter un projet, réaliser un rêve, parce que le chômage et

la recherche de l'emploi sont aujourd'hui des difficultés cruciales auxquelles font face nos communautés».

«Y'ello Startup pour les jeunes mérite nos encouragements et notre profonde admiration. Au regard du travail abattu par votre fondation, nous vous honorons aujourd'hui en vous décernant le prix distinctif de Messenger de Paix», a-t-il conclu.

Le deuxième intervenant, M. Médard Mbongo, qui n'a pas voulu revenir sur les mêmes aspects relevés par son collègue Leckiby, s'est plutôt appesanti sur «le sérieux et la responsabilité des dirigeants de MTN Congo et sa Fondation qui prennent à cœur les problèmes de nos communautés, des artistes, des sportifs, etc...».

«MTN Congo à travers sa Fondation reste le plus grand mécène de notre pays», a-t-il déclaré, soulignant que «pour être aussi charitables, surtout en ces temps de récession, les responsables de MTN Congo sont inspirés par Dieu».

Interrogé par la presse, sur cette reconnaissance maintenant, alors que la Fondation MTN Congo mène depuis longtemps ses activités au Congo, M. Mbongo a avoué qu'il leur fallait assez de temps pour apprécier le travail de la Fondation MTN Congo

«Pendant deux ans, nous avons mené discrètement nos enquêtes pour savoir si réellement tout ce que fait la Fondation MTN Congo profite aux Congolais. Nous en sommes convaincus et avons



Les MTN'ers.

réuni toutes les preuves», a-t-il affirmé, lançant un appel «aux différentes sociétés installées dans notre pays et qui réalisent de colossaux bénéfices ici de suivre l'exemple de MTN Congo». Au nom de son institution, M. Mbongo a remis au DG Ouattara, un diplôme de «Meilleure Fondation de l'année 2017» au Congo et un «Diplôme d'honneur» pour leur «efficacité et leur apport aux activités culturelles, sociales,

(agents MTN), exprimé sa gratitude à ces hommes et femmes qui apprécient à leur juste valeur, le travail que ne cesse d'entreprendre MTN ici au Congo.

«Je suis surpris par cette distinction, je suis impressionné par la bonne compréhension que vous avez de toute la démarche de la Fondation MTN Congo cette année. J'ai beaucoup d'admiration pour toutes les personnes qui, sans intérêt matériel, sans avoir en vue des bénéfices matériels s'engagent résolument dans le développement humain et dans la défense des Droits Humains. Je suis encore plus impressionné quand ces personnes ont une compréhension du rôle que nous acteurs économiques nous pouvons jouer et comprennent

même l'essence. Je dois avouer que ces bibliothèques et ces salles multimédias que nous avons initiées, cela fait un peu plus de deux ans, ces projets de marquer nos communautés au travers quelque chose de significatif au cours de nos 21 jours de Y'ello care; je dois avouer que la démarche pour s'engager dans une opération comme Y'ello startup souvent n'est pas comprise. Je suis heureux que vous ayez



Photo de famille.

sportives et de développement du Congo». Il lui a fait porter également une écharpe blanche (symbole de paix), teintée de rouge (symbole du pouvoir, de leadership), à titre d'«Ambassadeur de Paix».

MTN Congo vient en aide à nos enfants. Visiblement ému par tous ces gestes venant de la société civile, le DG Ouattara a, en retour, au nom des MTNers et MTNeuses

compris que ce sont des démarches innovantes qui doivent d'abord aider à l'éducation de nos enfants, pour des métiers nouveaux et ensuite, surtout, leur donner cette envie d'être des entrepreneurs demain dans des métiers nouveaux, pour que, in fine, en tant qu'entrepreneurs, ils puissent créer des emplois et générer le cercle vertueux», a-t-il répondu.

Vision de la Fondation MTN

Congo  
«Je suis aussi heureux que vous veniez témoigner cette reconnaissance à MTN, parce que de façon générale, la société civile à l'impression que les acteurs économiques ne font qu'une course effrénée au gain. C'est en cela d'ailleurs que MTN a pensé qu'il était judicieux d'avoir un démembrement qui n'a aucun intérêt et qui n'a pas de contraintes en ce qui concerne des profits financiers et ce démembrement est la Fondation dont je pense que vous avez bien compris le rôle. Je ne peux que vous remercier de ce témoignage qui va au-delà de ma personne; va d'abord à mes collaborateurs qui animent au quotidien la Fondation; ensuite à tous les MTNers et plus généralement à cette entreprise magnifique qu'est MTN qui est certainement une fierté pour l'Afrique», a dit le DG Ouattara.

Leadership de MTN Congo  
En matière de responsabilité sociétale des entreprises installées au Congo, le leadership de MTN n'est plus à démontrer. Depuis près de 10 ans, la longue liste des réalisations de sa Fondation en faveur des communautés congolaises suscitent l'admiration de tous. Installation et équipement des bibliothèques et des salles multimédias dans de nombreux établissements scolaires, construction des plateformes sportives dans les lycées et collèges, soutien matériel au Centre Ephrata des Jeunes sourds, équipement en matériel des centres de formation pour jeunes filles (Kinkala, etc), construction d'un centre médico-social pour personnes de 3e âge, construction de nouvelles salles de classes et rénovation d'autres comme au CEG Commune de Bacongo, etc.  
La société MTN Congo, faut-il le rappeler, consacre, à travers sa Fondation, 1 % de son chiffre d'affaires annuel aux œuvres

sociales, en faveur de nos communautés.

A très bientôt, sur le terrain, pour découvrir ce qu'elle nous réserve encore comme réalisations. Si toutes les entreprises faisaient comme MTN Congo, bien de problèmes trouveraient des solutions dans notre quotidien.

MTN, everywhere you go!



Gouvernement

Quand deux ministres se livrent en spectacle

Un certain nombre d'attributions jadis relevant du ministère de l'Economie forestière sont désormais transférées au ministère du Tourisme, au regard des décrets 2017-409 et 2017-412 du 10 octobre 2017. Il s'agit des attributions et compétences dévolues à la direction générale du Développement durable, le Fonds bleu pour le bassin du Congo et le Fonds vert pour le climat. La cérémonie de transfert de consignes entre les ministres Rosalie Matondo et Arlette Soudan-Nonault qui se déroulait le vendredi 21 octobre 2017 a tourné court. Les deux ministres n'ont pas pu s'accorder sur le contrôle de l'Agence congolaise de la faune et des aires protégées. La collégialité gouvernementale a volé en éclats et les deux autorités de l'Etat se sont livrées à un triste spectacle, à telle enseigne qu'elles ont fini par ne plus signer le procès-verbal devant ponctuer cette passation supervisée par le directeur de cabinet du Secrétaire général du Gouvernement.



Arlette Soudan-Nonault et Rosalie Matondo.

L'Agence congolaise pour la faune et les aires protégées, objet du litige public, a été créée par loi n°37-2008 du 28 novembre 2008. Ses articles 89 et 90 disposent que l'administration de la faune et des aires protégées est assujettie aux Eaux et forêts. Par ailleurs, la loi n° 34-2012 du 31 octobre 2012, en son article 2, stipule : «L'Agence congolaise de la faune et des aires protégées est placée sous la tutelle du ministère en charge de la faune et des aires protégées». Forte de ces argumentaires, Mme Rosalie Matondo a fait comprendre à sa collègue de l'Environnement que l'agence ne pouvait être sous la tutelle de l'environnement qu'après une modification de la loi. Or, l'article n°1 du décret 2017-409 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministère de l'Economie forestière, stipule que le contrôle, l'évaluation, la police

et la gestion de la chasse relèvent du ministère de l'Economie forestière. L'exégèse dans ces textes révèle donc une disharmonie entre la disposition légale des textes en vigueur et le régime juridique applicable désormais aux aires protégées nécessitant dès lors une modification des lois. Car, un décret ne peut pas abroger une loi. Ces dispositions rappelées dans le procès-verbal ont provoqué l'exaspération de Mme Arlette Soudan-Nonault, qui a jeté le pavé dans la mare, en contestant en pleine séance le procès-verbal pourtant rédigé par les techniciens des deux ministères. Pour elle, les techniciens n'ont pas pu s'accorder sur ce procès-verbal. En accusatrice, elle a simplement dit : «Il s'est fait chez vous. C'est le point qui m'a été fait. L'un des exemples que je vous prends, c'est le projet Tridom II. Il est financé par le Fonds mondial de

l'environnement. Les partenaires qui le gèrent au Congo m'ont adressé une correspondance pour me transférer les données qui étaient chez vous. J'ai le courrier dans la voiture, je peux le prendre. Ensuite, il y a des conventions que vous avez retenues. Je suis un peu embêtée. Je demanderai qu'on me prenne les documents dans ma voiture», a dit la ministre du Tourisme et de l'environnement, accusant sa collègue de rétention des dossiers. D'un ton limpide, Mme Rosalie Matondo, très gênée par la torture que prenait la cérémonie a réprécisé à sa collègue que toutes les directions générales relevant des segments de l'environnement et du développement durable lui revenaient. «Vous allez travailler sur tous les dossiers. On a, vous et moi, déjà fait la passation. Vous savez comment ça se passe. Nous n'allons pas ici nous mettre à faire un spectacle. Je pense que la passation entre deux ministres est une passation de consignes. Les cadres sont là pour répondre à vos préoccupations au quotidien, parce que vous les aurez maintenant. Ils sont là pour la continuité de l'Etat», a-t-elle indiquée.

«Mais non», a rétorqué Mme Arlette Soudan-Nonault. «Si, Madame, c'est comme ça que les choses se passent. J'ai fait la passation avec le ministre Djombo, on n'a pas détaillé les documents qu'il m'a transmis. Madame la ministre, je suis désolée. Maintenant, si depuis deux jours, vos collaborateurs disent qu'ils n'étaient pas d'accord avec le procès-verbal, je regrette. On signera une autre fois qu'on tombera d'accord», a répliqué Mme Rosalie Matondo, vivement déçue. Et la cérémonie s'est prolongée ainsi sur le ton véhément de : «Mais non, ce n'est pas ainsi»; «mais si, c'est bien ainsi». Dans cet embarras, Mme Arlette Soudan-Nonault, qui a présenté des excuses à l'assistance pour ce feuilleton humiliant et décevant, a demandé aux journalistes de libérer la salle où les hurlements se faisaient de temps en temps entendre, afin de leur permettre de continuer le débat. Fait curieux, elles sont sorties de la salle sans avoir apposé leurs signatures sur le procès-verbal.

Cyr Armel YABBAT-NGO

L'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) en campagne

«Pour la libération des prisonniers politiques au Congo»

Déclenchée vendredi 20 octobre à Brazzaville, la campagne de sensibilisation en faveur des «détenus d'opinion au Congo» se déroulera, via les réseaux sociaux, les médias et l'affichage des illustrations des prisonniers sur les places publiques, jusqu'au 20 mars 2018. Avec une intention avouée : susciter une pétition des Congolais de l'intérieur et de l'extérieur à l'endroit du Gouvernement, pour que ce dernier adopte une attitude qui penche vers la libération des prisonniers politiques. A entendre Trésor Chardon Nzila Kendet, directeur exécutif de l'OCDH, cette organisation de la société civile est loin d'être une avocate de l'opposition, ou une épieuse des actions gouvernementales.



Les leaders du mouvement.

Contrario, elle s'inscrit dans la logique de voir s'établir au Congo une République juste où les droits de l'homme sont observés. Ainsi, pour Joe Washington Ebina, un des animateurs de cette sensibilisation, «il n'y a aucun intérêt aujourd'hui que ceux qui sont en prison, maintenant, deviennent les dirigeants demain et fassent la même chose à ceux qui dirigent maintenant quand ils seront à l'opposition. Voilà pourquoi nous nous préoccupons de tout le monde, quel que soit leur bord. C'est dire qu'il n'y a aucun intérêt que certains soient privés de liberté aussi longtemps... C'est pourquoi aujourd'hui nous plaçons pour la libération de ces hommes, comme nous le ferions pour n'importe quel autre homme privé de liberté». A en croire les responsables de l'OCDH, la pétition initiée par leur mouvement n'est autre qu'un outil de plaidoyer. Elle «vise à influencer les décideurs politiques, afin

qu'ils libèrent les prisonniers politiques qui sont détenus illégalement et qui croupissent depuis des mois en prison, sans jugement», a indiqué, pour sa part, Jean Marie Ibara, vice-président du conseil d'administration de l'OCDH. Il s'agira précisément de publier, chaque vendredi, la photo et les informations se rapportant à un incarcéré. Et ce, toute la semaine qui suivra, jusqu'au prochain vendredi. Cette semaine-ci, par exemple, est consacrée à l'ancien candidat à la présidentielle de 2016, Jean-Marie Michel Mokoko. Et le vendredi prochain, ce sera le tour de Paulin Makaya, et ainsi de suite. La sensibilisation durera six mois. Après quoi, l'OCDH évaluera son action pour redéfinir, sinon reconsidérer son combat. Les sensibilisateurs souhaitent que leur message soit relayé par les Congolais de l'extérieur à qui ils demandent de poster les photos des prisonniers dits politiques, partout où elles peuvent être



Les participants.

visibles. En ciblant surtout les institutions symboliques : l'Union européenne, le Système des Nations Unies, les ambassades. Bref, tous les partenaires du Congo, afin «qu'ils soient au courant de l'existence des prisonniers d'opinion au Congo, et sachent que leur silence nous dérange», a déclaré Trésor Chardon Nzila Kendet. Avant de

conclure que tous les griefs collés à ces personnes, pour leur arrestation, ne se justifient pas. D'où, pour lui, ces derniers ne sont pas des prisonniers de droit commun, mais des détenus d'opinion.

Marcellin MOUZITA MOUKOUAMOU

Editorial

Malades

La situation du plus grand hôpital du Congo, le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville, est un puissant révélateur de ce qui nous arrive et de ce que nous sommes capables de faire. Depuis plus d'un mois, les agents ont décidé de se croiser les bras en réclamation de mois d'arriérés de salaires. Réunions et concertations et même interpellations des Evêques du Congo semblent n'avoir eu qu'un impact limité sur le cours des choses. Inutile de rappeler le désarroi et l'anxiété dans lesquels nous plongeant la paralysie et la lente mort d'un secteur aussi déterminant du respect du plus primaire des droits de l'homme, celui à la santé. Nous vivons un état général de naufrage social, faut-il également faire le constat du décès de la sensibilité aussi bien de la part du Gouvernement que de celui des agents de santé ? Exhorter à une reprise du travail de personnels qui ont du mal à réunir de quoi prendre les transports publics – quand il y en a – est facile. Mais il est tout aussi malaisé de demander à un Gouvernement dont même les ministres sont – en principe – à la diète, de s'émouvoir de la situation d'un établissement hospitalier qui, disons-le, même dans les temps qui furent ne réunissait pas dans l'opinion les avis les plus élogieux !

Or, difficultés + difficultés = difficultés supérieures. Pas amélioration de notre situation d'ensemble. A vrai dire, la voie de sortie ne résidera pas seulement dans le paiement des arriérés de salaires. Elle passera aussi par l'amélioration des conditions de travail des agents de santé ; par l'amélioration de leurs propres capacités à accueillir les malades – et à les soigner. Y arriverons-nous ? Si la réponse est oui : sommes-nous en mesure de garantir à l'infirmier qui aura touché sa paye de trouver le bus qui le ramènera à la maison ? D'y retrouver une famille qui aura mangé à sa faim ? Des enfants qui seront rentrés d'une école où les cours auront été assurés régulièrement ? Un environnement de sérénité qui déterminera la sérénité du lendemain au travail ? Il n'est pas sûr que nous cochions la bonne case à chacune de ces interrogations. Car la réponse de sagesse commande de constater que nous sommes tous concernés et que nous devons, tous, fournir une part d'effort de sortie de crise. Et pas qu'en paroles.

Albert S. MIANZOUKOUTA

LA SEMAINE AFRICAINE

Bihebdomadaire d'information générale, d'action sociale et d'opinion, s'inspirant de la Doctrine Sociale de l'Eglise Catholique

Siège: Bd. Lyautey (en face du CHU)  
B.P. 2080 - BRAZZAVILLE  
Direction - Tel: (242) 06.678.76.94

Journal édité par la Commission Episcopale des Moyens de Communication Sociale.

Président:  
Mgr Miguel  
Angel OLAVERRI,  
Evêque de Pointe-Noire

Vice-Président  
Mgr Anatole MILANDOU  
Archevêque de Brazzaville

Directeur de Publication:  
Albert S. MIANZOUKOUTA

Secrétaire de rédaction  
Véran Carrhol YANGA  
Tel: (242) 06.668.24.72/  
01 116 63 33

Infographie:  
Atelier: La Semaine Africaine  
Service Commercial:  
Brazzaville:  
Tél.: 06.889.98.99 / 05.528.03.94  
Pointe-Noire:  
Direction: Tel: 05 557.02.03/06 985.41.79  
Service commercial: 05 553 16 93/  
06 671 44 05

E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr  
Site Internet: lasemaineafricaine.net

Pour une analyse sereine:  
La Semaine Africaine



# L'œcuménisme: mise en œuvre et suggestions

Le premier commandement que le Christ nous a laissé, c'est de nous aimer les uns les autres. Et, il ne peut pas avoir de l'amour sans unité. Ainsi, les chrétiens, ont pensé se retrouver autour de l'œcuménisme qui est un mouvement de rassemblement de toutes les Eglises en une seule. Mais que vaut-il? Des réunions où célébrations religieuses se tiennent dans les églises, temples ou postes du salut, loin des chrétiens incapables de se réunir dans leurs lieux d'habitations sans un acte d'amour. Ils n'attendent que la semaine œcuménique sur les quarante-deux de l'année pour prier sans poser un acte de foi et d'amour. Pourquoi ne pas organiser en faveur des jeunes des écoles gérées par les hommes d'églises, des rencontres sportives en mémoire des hommes de Dieu morts pour la paix dans certains pays? Ainsi, au Congo-Brazzaville, on peut parler d'un tournoi de football en mémoire du Cardinal Emile Biayenda, un tournoi de nzingo en mémoire du pasteur Nsiagana, et d'athlétisme en mémoire du major Bidié. Les deux derniers cités ont trouvé la mort à Mindouli en 1998, en voulant ramener la paix dans le département du pool. Ces rencontres sportives peuvent bien développer et favoriser les rencontres entre jeunes Congolais qui ne le sont plus depuis que l'Etat n'organise

plus le championnat scolaire et universitaire (ONSSU). Pourquoi ne pas organiser des journées d'échanges et de partage entre les séminaristes catholiques, évangéliques et salutistes, pour favoriser l'œcuménisme? Être chrétien recouvre beaucoup de manières différentes de vivre. C'est un engagement personnel à aimer davantage ses frères, mieux les servir, pratiquer la justice. Le chrétien prie pour que la prière, la paix et l'unité règnent dans tous les milieux qu'il fréquente, aussi bien dans toute la société, et dans tous les systèmes économiques, politiques, culturels, sportifs, les usines, les bureaux et administrations, les ateliers, les quartiers, les hôpitaux, les marchés, toutes les lois. Le chrétien est celui qui vise un monde meilleur. Pourquoi ne pas organiser des opérations salubrité ou retrouvons les manches œcuméniques dans nos quartiers, les hôpitaux, au lieu d'attendre tout de l'Etat, qui n'arrive plus dans la plus part des pays? Le deuil étant devenu un lieu de jouissance, de fête, de retrouvailles, d'exhibition des habits (SAPE), pourquoi ne pas organiser des veillées mortuaires œcuméniques dans les quartiers ou communautés de bases œcuméniques. Ne serait-il pas bien de voir les chrétiens catholiques et salutistes, assister un chrétien évangélique en deuil ou décédé dans le même quartier?

«L'unité des églises exige aujourd'hui que nous renoncions à tous nos particularismes diviseurs, pour ne tenir qu'à la foi fondamentale qui nous sauve et nous rassemble. Elle demande le renoncement à tout ce qui n'est pas la volonté de Dieu», disait Max Thurian. L'évangile n'est-il pas un ferment de transformation du monde? C'est la dénonciation du mal dans le monde. Être chrétien, c'est se laisser former par l'évangile. Le chemin de la foi en Jésus Christ, c'est le chemin de la justice et de la conscience professionnelle, des droits de l'homme, pour l'amélioration de la vie de tous. Le chrétien doit être engagé dans la construction des activités nouvelles. Voilà pourquoi il doit vivre les béatitudes dans Mathieu 5 :1-13 comme l'a fait le Cardinal Emile Biayenda. Tout cela est possible pour celui qui croit et à confiance en Dieu, car il est là où deux ou trois sont réunis en son nom. Le vrai athée n'est pas celui qui pense que Dieu n'existe pas, mais celui qui prie tous les jours et qui pense que Dieu ne peut rien faire pour lui, et ne se laisse pas transformer par l'Évangile. La pensée est l'art créateur de l'univers. Pensons toujours positivement et croyons en Dieu. Ainsi, l'œcuménisme sera au service de tous les chrétiens, à tous les niveaux et pourra atteindre sa maturité.

Jean François Séraphin GANGA



## Formation sur les différences et Similitudes entre les normes comptables IFRS, US GAAP et le SYSCOHADA révisé.

### Objectifs de la formation

- Comprendre les différences clés entre le SYSCOHADA révisé et l'IFRS/US GAAP
- Comprendre et être capable de préparer ou de revoir un mapping de la balance générale IFRS/US GAAP vers le SYSCOHADA révisé
- Avoir une bonne compréhension des liens entre les Etats financiers pour reporting groupe et les Etats financiers statutaires (SYSCOHADA révisé)
- Être capable de faire une réconciliation entre les Etats financiers groupe et statutaires (SYSCOHADA révisé).

### Contenu de la formation:

- Introduction aux différentes Normes Comptable (GAAPs)
- Plans comptables
- Comprendre les bases des principes comptables
- Comparaison détaillée dans le traitement comptable entre le SYSCOHADA révisé et IFRS/US GAAP

### Participants

Il s'agit des personnes travaillant dans le secteur public et privé, tenant une comptabilité selon les normes du droit comptable Ohada et impliquées dans les travaux de reporting groupe en IFRS ou US GAAP, notamment:

- Directeurs et Responsables Financiers.
- Contrôleurs financiers et contrôleurs de gestion
- Chefs comptables
- Auditeurs externes et internes
- Collaborateurs des Directions Comptables et Financières

### Lieu, date et durée:

- Pointe-Noire: le 07 Novembre 2017
- Durée: de 08H 30 à 17H
- Brazzaville: le 08 Novembre 2017
- Durée: de 08H 30 à 17H

### Nombre de participants:

Le nombre de personnes par session est limité

### Tarif:

FCFA 250 000 HT par participant (ce montant comprend les frais de formation, les pauses café, le déjeuner, le support de la formation ainsi que le certificat de participation).

### Contacts:

Pointe-Noire  
Bliss Ondzongo  
Tél. (+242) 04 011 65 03  
bliss.ondzongo@cg.pwc.com

Brazzaville  
Achille Mouanga  
Tél. (+242) 06 974 63 00  
achille.mouanga@cg.pwc.com



## COMMUNIQUE

Les personnes dont les noms suivent, sont priées de se présenter au siège de NSIA sis Avenue du Cardinal Emile BIAYENDA (ex-Avenue Foch), les jours ouvrables, pour affaire les concernant. Toute personne de bonne volonté connaissant les intéressés, est priée de les en informer.

Merci d'avance.

N° DOSSIER	NOMS	PRENOMS
201210032020005	MBIKA	RAYMOND
	AYESSA	CHRIST
	MBANGO	CHANCELI
	LONDESSOKOU	ALEGRA
201030042020012	MABANDZA	DARCY
201224002040077	ATIPO	MIGUEL
	MBAN	PAMPHILE
201221002010025	TSIKOU	ULRICH
201220002010042	MAMPASSI	EDEN
201030072010003	NGALOTSOU	RICHI BARCLEY
201010022020016	KINZONZI	THIERRY

POUR LA SOCIETE  
LA DIRECTION GENERALE




## OFFRE EXCEPTIONNELLE STOCK LIMITE


+


**DELL OPTIPLEX**

Ordinateur de bureau reconditionné



**IMPRIMANTE  
MULTIFONCTION**

Impression-Photocopie-Scan



**Tél.: 06 600 0000**

PNR : 319, Avenue Charles De Gaulle  
BZV : 105, Boulevard Sassou Nguesso



## CHU-B (Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville) Le sommet de la pyramide sanitaire ne soigne toujours pas

Les travailleurs du CHU-B (Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville) refusent de reprendre le travail. Les conclusions de la rencontre des 17 et 18 octobre 2017 entre les ministres Firmin Ayessa, Mme Jacqueline Lidia Mikolo et l'intersyndicale de cette structure hospitalière en grève depuis le 4 octobre dernier n'a pas fait bouger les lignes. Et pour cause : les travailleurs exigent le paiement d'un deuxième arriéré de salaire sur les trois qui restent. Dans l'entre-temps, les activités du centre sont toujours paralysées. A la date du jeudi 19 octobre devant consacrer la reprise progressive des activités du CHU-B, suite au paiement d'un mois de salaire, moins de 30 malades, selon une source hospitalière, occupaient encore les lits du sommet de la pyramide sanitaire du Congo.



La situation du CHU-B est telle qu'elle a même fait réagir les Evêques du Congo.

Le service minimum permet de continuer d'assurer les soins aux malades encore hospitalisés dans certains services. La direction générale du CHU-B s'est engagée à assurer les mesures d'accompagnement des agents des services concernés. Compte tenu de la persistance de la grève, le Gouvernement a engagé avec l'intersyndicale du CHU-B des négociations, afin de trouver une solution à cette grève qui met à mal la santé des Congolais.

Placée sous la coordination du vice-premier ministre, Firmin Ayessa, ces discussions ont porté sur le rappel des revendications et réclamations des travailleurs du CHU-B. De leurs échanges, il a été conclu que le Gouvernement doit poursuivre ses efforts dans le règlement des situations: paiement des arriérés de salaire; règlement de la dette sociale et des allocations familiales; amélioration des conditions de travail et versement régulier de la subvention d'équilibre; approfondissement du dialogue social entre les parties prenantes de manière à se concerter davantage sur les solutions les plus appropriées et durables

aux problèmes qui se posent au CHU-B; reprise progressive de l'activité dès le jeudi 19 octobre 2017, après paiement d'un mois d'arriérés de salaire, afin de permettre aux parties prenantes de dialoguer en toute sérénité. En outre, il a été décidé que les services des urgences reprenaient leur fonctionnement normal pendant le service minimum. Mais il a été fortement souligné que «la suspension de la grève est conditionnée par le paiement d'un deuxième mois d'arriérés de salaire dans la quinzaine de jours ouvrables pour compter du 19 octobre 2017».

### Surprise et étonnement

Telles sont les deux attitudes que l'on pouvait lire sur les visages de certains travailleurs au sortir des guichets de leurs différentes banques respectives où ils sont allés percevoir le salaire du mois de juillet, le mercredi 18 octobre dernier. Nombreux se sont retrouvés avec des nets à payer de 10.000 F. CFA. Une situation qui reste inexplicable. On imagine que cela est dû aux prélèvements des

banques consécutifs aux crédits qu'ils avaient obtenus. D'où leur colère. Ils ont exigé de leur tutelle le paiement d'un deuxième mois d'arriérés. Condition, selon eux, sine qua non pour suspendre et non lever la grève.

Dans cette perspective, le directeur général du CHU-B a, dans une circulaire datée du 10 octobre 2017, fait constater aux agents du centre qu'aucun salaire ne sera versé en numéraire, à compter du 1er décembre prochain. Par conséquent, les agents concernés sont priés d'ouvrir des comptes bancaires et d'en communiquer le relevé d'identité bancaire au service de la solde du CHU-B, ce qui ajoute à la lourdeur du climat sans doute. La grève du CHU-B est loin de trouver son dénouement. Il suffit de s'y rendre pour constater le chaos. On arrive à observer à peine les hommes et femmes en blouse blanche ou rose. Une situation qui a fait réagir les évêques du Congo qui, réunis à l'occasion de la 46<sup>e</sup> Assemblée plénière du 9 au 15 octobre 2017, ont, dans un appel, non seulement adjuré le Gouvernement

à payer les arriérés de salaire, mais également exhorté les agents de santé à plus d'humanité et de solidarité humaine et fraternelle. Pour eux, la grève dans les hôpitaux ne peut pas être un abandon des malades.

En ces temps difficiles, ils ont demandé au personnel de santé de prendre de la hauteur, au nom de la déontologie médicale, de se rendre au travail pour soigner les malades parfois sans assistance. L'hôpital militaire Pierre Mobongo est très saturé. Rien qu'au service des urgences, certains malades sont à même le sol, en attendant une consultation. Rien que pour la journée de vendredi, on a noté près de dix césariennes, alors que la capacité d'accueil de l'hôpital ne répond pas à hospitaliser toutes ces femmes. Raison pour laquelle, on est obligé parfois de les faire sortir deux ou trois jours après l'opération. Cela n'est pas normal, mais les circonstances obligent.

Cyr Armel YABBAT-NGO

## Société civile

### ONG et Parlementaires renforcent leurs capacités managériales

Dans le cadre du processus de mise en œuvre du PCIE (Programme d'appui au commerce et à l'intégration économique) du 10<sup>e</sup> FED (Fond Européen de développement), financé par l'Union Européenne et piloté par la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), en collaboration avec la CEEAC (Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale), le Réseau des plateformes nationales des ONG d'Afrique centrale (REPONGAC) a organisé, du 17 au 18 octobre 2017 à Brazzaville, un atelier avec pour projet principal, le renforcement des capacités des réseaux des Parlementaires et de la société civile d'Afrique centrale, en vue de réduire la pauvreté dans la sous-région.



Le présidium de l'atelier.

Placé sous les auspices de M. Davy Louvouezo, président du conseil d'administration du REPONGAC, l'atelier a regroupé une quarantaine de participants venus de différentes structures; ils ont planché sur trois thématiques, à savoir: les enjeux commerciaux, les enjeux sur les APE (Accords de partenariat économique) et sur l'avenir de l'accord. Il s'est agi d'informer et de former les acteurs de la société civile et les réseaux des parlementaires sur les problématiques de l'intégration régionale à travers les différents enjeux commerciaux au niveau des échanges des marchandises ou produits; faciliter la mise en place des stratégies d'actions coordonnées de participation démocratique des acteurs de la société civile et des réseaux des parlementaires au développement économique de l'Afrique centrale; faciliter la prise de position commune des réseaux des parlementaires et des acteurs de la société civile de l'Afrique centrale, par rapport à l'avenir de l'accord de Cotonou, ainsi que leur rôle dans le partenariat Union européenne-Afrique, Caraïbe, Pacifique.

La stratégie d'intervention de ce réseau, c'est d'accompagner les organisations de la société civile dans le partenariat et dans le plaidoyer auprès des pouvoirs publics, ainsi que des institutions régionales, afin de contribuer à la conception de la mise en œuvre des politiques de développement au niveau national, régional et international, a indiqué Davy Louvouezo. «De telles initiatives ne peuvent être que salutaire dans la mesure où, la région d'Afrique centrale accuse un grand retard dans le processus d'intégration régionale, par rapport aux autres régions du continent africain et cela presque dans tous les domaines. L'accord de Cotonou va expirer en 2020 et les négociations pour sa poursuite vont débuter en 2018. La déclaration publiée par les chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, à l'issue de leur sommet tenu à Kinshasa en 2009, souligne bien l'importance de mettre sur pied cet accord et de renforcer la collaboration entre les organisations intergouvernementales et la société civile de la sous-région, dans la promotion de la paix, le développement et l'intégration régionale», a précisé le président du conseil d'administration du REPONGAC.

A l'issue des travaux, des recommandations ont été formulées à l'endroit des pouvoirs publics et des institutions régionales. Il s'agit de négocier un accord juste et équilibré qui tient compte des intérêts des populations des Etats membres; les Etats ACP doivent être unis et solidaires pour faire face aux partenaires comme l'Union Européenne et autres institutions; faire le bilan de la mise en œuvre de l'accord de Georges Town et procéder à sa révision; inciter les investisseurs des Etats ACP à développer l'économie bleue; redynamiser l'intégration économique; vulgariser et appliquer effectivement les textes qui régissent les systèmes d'intégration économique; harmoniser les politiques d'intégration économique, conformément aux orientations de l'Union africaine; promouvoir la bonne Gouvernance; renforcer les capacités des ressources humaines; impliquer de manière effective la société civile et le secteur privé dans les négociations; renforcer le partenariat entre pouvoir public, société civile et le secteur privé; booster les Etats à s'engager résolument à payer leurs contributions pour un bon fonctionnement des deux institutions (CEMAC/CEEAC); la société civile doit vulgariser les missions et les réalisations de la CEMAC/CEEAC.

Signalons que le Réseau des plateformes nationales des ONG d'Afrique centrale a été conduit sur les fonts baptismaux en 2008 et compte plus de 1200 ONG regroupées au sein de 10 plateformes nationales issues des pays d'Afrique centrale à savoir, le FONGA (Angola), l'ADIR (Burundi), le CONGAC (Cameroun), le CCOD (Congo), le ROPAGA (Gabon), le CNONGD (R.D. Congo), le CILONG (Tchad), le CCOAIB (Rwanda), le CIONGCA (RCA), le FONG (Saô Tomé et Príncipe).

Pascal BIOZI KIMINOU

### Première session ordinaire du Conseil départemental et municipal de Brazzaville

#### Un budget supplémentaire de plus de 27 milliards de Francs CFA pour répondre aux besoins de la commune

Les conseillers départementaux et municipaux de Brazzaville ont tenu leur session ordinaire administrative du 29 septembre au 9 octobre 2017, sous les auspices de Christian Roger Okemba, président du Conseil et maire de Brazzaville. Examiner et adopter quatre affaires à savoir, le règlement du budget exercices 2016 et 2017 supplémentaire pour répondre aux besoins actuels de la commune, la fixation des taux de location des salles à la Tour jumelle, la réactualisation de certains textes organiques de la commune, l'assainissement des finances locales et la maîtrise du fichier de tous les contribuables figuraient à l'ordre du jour.



Les conseillers municipaux et départementaux.

Au terme de leurs travaux, les conseillers ont formulé quelques recommandations, parmi lesquelles l'adoption d'un plan d'action 2017-2022, la mise en place d'un guide de procédures de la gestion financière, l'émission d'un titre de recettes pour chaque opération de recouvrement,

l'application des procédures de passation des marchés, l'élaboration d'un fichier du patrimoine de la mairie, afin de renforcer les méthodes de recouvrement des recettes municipales. En outre plusieurs personnalités d'origines françaises, sénégalaises et chinoises ont été élevées au rang de

citoyens d'honneur de la ville de Brazzaville. Il s'agit du Général Charles De Gaulle et du Sergent Malamine (à titre posthume), ainsi que de Chen Wenhao, maire de la ville de Changsha (République populaire de Chine).

Les conseillers départementaux et municipaux ont pris le ferme engagement de traduire en actes les délibérations, surtout celles concernant la maîtrise des finances municipales.

Pascal BIOZI KIMINOU

### Parlement

#### Le Budget 2018 suspendu à l'issue des discussions avec le FMI

La coutume veut que le Gouvernement adopte en Conseil des ministres le projet de loi de finances qu'il envoie au Parlement avant l'ouverture des sessions budgétaires des deux chambres. Malheureusement pour le budget 2018 rien n'est encore calé; il faut attendre les recadrages que doit apporter le FMI (Fonds monétaire internationale) qui est

en négociations avec le Congo dans la crise économique et financière que le pays traverse. Les deux chambres du Parlement ont ouvert pour la forme, le 16 octobre 2017, leurs sessions budgétaires sans le moindre détail du contenu de ce budget qui est encore en négociation. Face à cette inquiétude, Isidore Mvoubu, président de l'Assemblée nationale, a tenté d'apporter

des apaisements: le projet de loi de finances de l'Etat exercice 2018 n'arrivera sur la table du Parlement qu'après un recadrage utile de commun accord avec les partenaires du FMI (Fonds monétaire international), a-t-il dit aux élus. Le retard s'expliquerait par les pourparlers en cours entre le Gouvernement congolais et cette institution financière internationale. Raison

pour laquelle, il a appelé les Congolais à consentir les sacrifices qu'impose la conjoncture. A l'endroit des parlementaires, Isidore Mvoubu a annoncé quelques mesures drastiques. «Il va s'agir de prendre perdre quelques droits et privilèges», a-t-il précisé, tout en faisant remarquer la disponibilité de son institution à redresser la situation macroéconomique en usant des mécanismes que lui confèrent les textes réglementaires.

Cyr Armel YABBAT-NGO



Une petite surprise au sommet du CIRGL de Brazzaville

Les gens qui se trouvaient au Centre de conférence internationale de Kintélé où s'est tenue, le jeudi 19 octobre, le 7e Sommet ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Conférence internationale sur la Région des Grands lacs (CIRGL) ont été étonnés que le président du Rwanda, Paul Kagamé, ait quitté les lieux avant la fin des travaux. Les Chefs d'Etat s'étaient imposés un huis clos, tout de suite après la cérémonie d'ouverture présidée par le président congolais Denis Sassou Nguesso. Pour une surprise, c'en était une! En tout cas, personne ne s'attendait au départ «précipité» de l'homme fort de Kigali d'autant plus qu'il était le dernier chef d'Etat à fouler le sol de Brazzaville le matin des travaux alors que la plupart de ses homologues avaient débarqué dans la capitale congolaise la veille. Chacun y est donc allé de son commentaire, certains spéculant même sur de supposées divergences de points de vue entre lui et son homologue de la RDC, Joseph Kabila Kabangé, sur la situation sécuritaire à leurs frontières. On ne saura peut-être pas la vérité.

Une descente musclée de la police crée du grabuge au lycée Thomas Sankara A Talangaï, le sixième arrondissement de Brazzaville, les bombes lacrymogènes lâchées par des policiers ont plongé, jeudi 19 octobre dernier, le Lycée Thomas Sankara B dans la panique. Bilan: quarante-six élèves blessés et évacués à l'hôpital. Tout serait parti d'une scène banale: un groupe d'élèves tentait, semble-t-il, de ravir un téléphone à leur camarade. Alerté, un groupe d'intervention de la police a fait irruption dans la cour du lycée et fait usage de bombes lacrymogènes dont les détonations ont effrayé les élèves qui se trouvaient dans les salles de classe. Il y a eu des bousculades à la porte, chacun voulant sortir le premier pour se sauver. Résultat: des chutes à la sortie des salles de classe, des élèves piétinés par leurs camarades, des traumatismes pour ceux qui ont sauté à partir du premier étage d'un bâtiment ou escaladé le mur d'enceinte de l'établissement, des élèves étouffés en inhalant le gaz lacrymogène. Les blessés ont reçu la visite du ministre Makosso, de l'Enseignement primaire et secondaire. Il n'y a pas eu de morts contrairement à certaines rumeurs. Dieu, merci!

Découverte de trois corps sans vie d'une même famille à Pointe-Noire

Mercredi 18 octobre dernier, le quartier 110 de l'arrondissement 1 Lumumba était en émoi suite à la découverte des corps sans vie de trois enfants d'une même famille, âgés respectivement de 4, 7 et 15 ans, et deux autres dans un état critique: leur mère et un autre enfant, une fillette de 9 ans. Ils ont été retrouvés dans leur maison. Les voisins ont constaté leur absence le matin jusqu'aux premières heures de l'après-midi. La mère n'est pas allée à ses occupations de restauratrice, ni les enfants à l'école. C'est en défonçant la porte de la maison qu'ils ont découvert l'horreur. Intoxication alimentaire, asphyxie ou empoisonnement? Nul ne le sait, sauf les rescapés qui se trouvent en soins intensifs à l'hôpital Adolphe Sicé.

L'humour des Congolais à propos du sigle VPM

Les Congolais ne manquent pas d'imagination. Ils lisent tout à leur manière. Ainsi, pour certains l'abréviation VPM de la plaque d'immatriculation du véhicule de l'ancien chef de cabinet du Président de la République entré récemment au Gouvernement signifie tout simplement: Véritable Premier ministre. Heureusement qu'ils le disent avec humour, car VPM signifie tout simplement Vice-Premier ministre.

Des compagnies aériennes étrangères ferment leur escale de Brazzaville

Trois compagnies aériennes étrangères auraient décidé de suspendre la desserte de Brazzaville. Selon certaines indiscretions, d'autres compagnies aspirent à faire de même, sinon réduire la fréquence de leurs vols sur la capitale congolaise. TAAG, la compagnie angolaise, a déjà suspendu sa desserte de Brazzaville pour privilégier celle de Pointe-Noire, la capitale économique du Congo. Ces compagnies se plaindraient du taux de remplissage qui a chuté. L'escale n'est plus rentable. Autre motif: les pénuries fréquentes de fuel à Brazzaville et Pointe-Noire et les taxes aéroportuaires jugées trop élevées. Selon certains analystes, si l'on n'y prend garde, rallier Brazzaville par avion depuis l'étranger, ou en partir, relèvera bientôt d'un véritable parcours du combattant, avec une irrégularité dans la desserte et des prix qui risquent de grimper!

Le Grand Hôtel de Dolisie a mis la clé sous le paillason

Il faisait la fierté des Dolisiens. Le Grand Hôtel de Dolisie a malheureusement fermé. Sans doute la crise économique qui frappe le pays de plein fouet y est pour quelque chose. Cela embarrasse non seulement le patron dudit hôtel et les travailleurs qui ont perdu leur emploi, mais aussi l'équipe AC Léopards. Car la ville de Dolisie n'a que cet hôtel ayant le standing exigé par la CAF (Confédération africaine de football) pour recevoir les arbitres, officiels et les équipes adverses du champion congolais lors des matchs de Coupe d'Afrique des clubs. Les Fauves du Niari seront contraints de recevoir leurs hôtes à Pointe-Noire ou Brazzaville, à moins qu'un homme d'affaires ressuscite le Grand Hôtel avant le début des compétitions africaines interclubs 2018. Allô, allô : y-a-t-il quelqu'un au bout de la ligne ?...

7<sup>e</sup> sommet ordinaire de la conférence internationale sur la région des grands lacs

Denis Sassou-Nguesso nouveau président en exercice de la CIRGL

La capitale congolaise a abrité, jeudi 19 octobre, le 7<sup>e</sup> sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Conférence internationale sur la région des grands lacs (CIRGL), après celui tenu à Luanda en Angola le 26 octobre 2016. Le thème de ce sommet a porté sur comment «accélérer la mise en œuvre du pacte sur la paix, la sécurité et la stabilité, en vue de faciliter le développement de la région des Grands lacs». Le sommet a réuni six chefs d'Etat au total (Zambie, République Centrafricaine, Angola, République Démocratique du Congo, Rwanda et Congo) sur douze pays membres regroupant actuellement la CIRGL.



Les chefs d'Etat et de gouvernement avant l'ouverture du sommet.

L'espace des Grands lacs est marqué par de nombreux conflits. C'est pourquoi les situations de crises dans la région ont constitué le chapitre essentiel de l'agenda du 7<sup>e</sup> sommet. Il a été, aussi, question de faire le point sur la mise en œuvre du pacte signé le 15 décembre 2006 sur la sécurité, la stabilité

et le développement dans la région des Grands lacs au cours de la première décennie d'existence de la conférence.

Un des buts de l'organisation, c'est le développement économique et la prospérité des populations, conformément au pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des

Grands lacs. C'est à ce titre que le nouveau président en exercice de la CIRGL, Denis Sassou-Nguesso, clôturant les travaux, a assuré que durant son mandat à la tête de la conférence, il envisage «de créer les conditions nécessaires de dialogue pour donner une nouvelle impulsion au retour de la paix dans notre zone. Les ac-

teurs majeurs des différentes crises seront associés aux initiatives à prendre. Tous les chantiers pour la paix dans la région des Grands lacs nous recommandent de fédérer nos énergies et de progresser ensemble, de manière solidaire et résolue».

Philippe BANZ

Huitième réunion de haut-niveau du mécanisme de suivi de l'accord-cadre sur la RDC

Création des conditions de la matérialisation des principes constitutifs de l'accord-cadre

La 8<sup>e</sup> réunion de haut-niveau du mécanisme de suivi de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la région a été une initiative du Président Denis Sassou-Nguesso, avec le concours de quelques institutions comme l'Organisation des Nations-Unies, l'Union Africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL) et la Communauté de développement de l'Afrique australe.



Vue des chefs d'Etat pendant les travaux.

Cette rencontre a permis d'examiner l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité depuis la dernière réunion à Luanda le 26 octobre 2016. Les chefs d'Etat et de gouvernement se sont entendus sur la «neutralisation des forces négatives dans l'Est de la République Démocratique du Congo» et le rapatriement des combattants désarmés. Ensemble, les chefs d'Etat ont

réaffirmé leur ferme engagement à poursuivre de manière concrète et accélérée la mise en œuvre de l'accord-cadre sur la République Démocratique du Congo et la région. Ils entreprendront des initiatives pour la paix au Soudan du Sud, au Burundi et en République Centrafrique. Le communiqué final rendu public après le huis clos des chefs d'Etat a rapporté que ces derniers ont proposé de nombreuses

approches pour ramener la paix en RDC. Plusieurs recommandations ont été formulées pour le garant de l'accord-cadre de poursuivre leurs engagements avec les parties prenantes, afin de créer les conditions propices relatives au retour à la paix. Pour Denis Sassou-Nguesso, «la diversité des échanges et la convergence des approches de la volonté partagée devraient contribuer au retour de la paix dans les Grands lacs... Aujourd'hui, il s'est agi de créer les conditions de la matérialisation des principes

constitutifs de l'accord-cadre que nous continuons à considérer comme un mécanisme essentiel, menant à la paix et la stabilité de la République Démocratique du Congo dans la région». Dans ses missions, Denis Sassou-Nguesso, en sa qualité de président en exercice de la CIRGL, va se rendre à Nairobi au Kenya, avant la 26 octobre prochain, date toujours maintenue pour une élection présidentielle de plus en plus incertaine (voir page 7).

Philippe BANZ

**GX INTERNATIONAL**

- Express National International
- Fret Aérien & Maritime
- Douane & Transit
- Logistique

Notre devise  
**ALLER + LOIN**

**SERVICE COMMERCIAL**

Pointe-Noire : Rond point Kasali (face au ccf) | Brazzaville : 01 Av Cardinal emile Biyenda (face à la Mairie)

Tel : (+242) 053010238 / 055501075 | Tel : (+242) 055501071 / 055501073

www.gxinternational.net

Nos partenaires: UPS, SAP, etc.

**GRILLE TARIFAIRE DE RADIO MAGNIFICAT**

La Radio Magnificat, sur 95.7Mhz, vous informe qu'elle se met au service de vos exigences d'annonce avec la plus extrême des disponibilités. La grille de ses tarifs se présente comme suit :

- Communiqué nécrologique : 1500F/Jour pour 5 diffusions
- Communiqués divers : 2000F/J pour 5 diffusions
- Spot conception : 25 000F/ J pour 30 secondes
- Spot diffusion : 5000 F les 30 secondes
- Retransmission de Messe : 60.000Fr



## Centrafrique

### Visite à Bangui du secrétaire général de l'ONU

Après son conseiller chargé de la prévention du génocide, il y a quelques jours, Antonio Guterres, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) effectue une visite en République centrafricaine, mardi 24 octobre 2017. Il sera reçu à Bangui, où il rencontrera le président Faustin Archange Touadera et d'autres personnalités. Il réaffirmera aussi la promesse d'augmentation du nombre des casques bleus déployés dans le pays. 900 hommes supplémentaires devront rejoindre les rangs de ceux déjà sur le terrain.

C'est la première visite d'Antonio Guterres à une mission de maintien de la paix de l'ONU, la Mission des Nations unies en Centrafrique (MINUSCA) dont le mandat sera renouvelé en novembre. Avant son arrivée en Centrafrique, les armes continuent à crépiter dans le pays, notamment dans certaines provinces et régions. Mercredi dernier, 26 personnes ont trouvé la mort dans le Sud-est du pays, région en proie depuis quelques temps à de violents affrontements qui ont déjà causé des dizaines de morts. Craignant une désagrégation du pays, Antonio Guterres lance un appel aux filles et fils de Centrafrique pour un sursaut national.

Au pouvoir depuis bientôt un an et demi, le président Faustin Archange Touadera fait chaque jour face à un pays où la paix

reste de plus en plus fragile. Lui renouvelant son soutien, le secrétaire général de l'ONU a laissé entendre: «On ne peut pas dire que nous sommes face à une désillusion, mais il faut dire qu'il y a un travail énormément important à faire, notamment il faut améliorer la situation sécuritaire».

Lors de sa récente visite au Congo, le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, Archevêque de Bangui, a donné une conférence à Brazzaville sur le thème: «Dialogue œcuménique et dialogue interreligieux en Afrique centrale: le cas de la RCA», qui a pleinement édifié les uns et les autres. Il a surtout éclairé les consciences quant à la manière de désigner cette crise parfois présentée maladroitement comme une guerre interreligieuse.

Au moment où a lieu la visite du



Antonio Guterres.

secrétaire général de l'ONU, un rapprochement s'amorce entre le FPRC et l'UPC, deux factions armées issues de l'ex-milice rebelle SELEKA, à travers un accord encore sur papier. Et aussi, la récente réunion à Libreville (Gabon) des ministres des Affaires étrangères des pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), qui a débouché sur l'adoption d'une feuille de route. Il a été surtout question de voir comment parer à la situation sécuritaire et alimentaire engendrée par la crise centrafricaine.

Aristide Ghislain  
NGOUMA

## Kenya

### La prochaine élection présidentielle entre inquiétudes et incertitudes

Les Kenyans sont censés élire leur nouveau président jeudi 26 octobre à la suite de l'invalidation de la réélection du président Uhuru Kenyatta, le 8 août dernier par la Cour suprême. Une décision qui a été qualifiée d'historique sur le continent. Mais à quelques heures du scrutin, la polarisation des deux camps et la mise en garde pessimiste du président de la Commission électorale laissent craindre une nouvelle élection tronquée aux conséquences potentiellement dramatiques.

L'élection présidentielle kenyane 2017 marquée par de nombreux rebondissements, chaque jour avec son lot de nouvelles souvent inquiétantes, installe le doute au sein de la population kenyane. Dans un discours où il a pris le pays à témoin la semaine passée, le président de la Commission électorale (IEBC), Wafula Chebukati, a indiqué que d'un point de vue technique et logistique, celle-ci est prête. Mais l'extrême défiance



Lors d'un meeting de l'opposant Raila Odinga à Nairobi.

qui sépare désormais le camp Kenyatta de celui de l'opposition représenté par le candidat Raila Odinga est telle qu'elle fait peser de claires menaces sur le scrutin lui-même. «Le scrutin ne sera libre, crédible et transparent à condition que les dirigeants politiques des deux bords cessent leurs interférences et que plusieurs membres de la Commission occupant des postes clés se retirent du jeu», a affirmé le président de l'IEBC.

Pendant que l'opposant Raila Odinga appelle toujours au boycott du scrutin et à de grandes manifestations le jour du vote, le président sortant Uhuru Kenyatta a précisé que tous ceux qui tenteront de perturber le scrutin seront fermement punis. La police a déjà pris ses dispositions. De nouvelles zones à risques ont été déterminées et de nouvelles consignes données comme celle de protéger les agents de la Commission électorale et les votants, contre ceux qui tenteraient de s'opposer au vote.

De nouvelles têtes sont également au commandement de la police des comtés, comme à Kisumu, dans l'Ouest du pays. C'est dans cette région que des agents de la Commission électorale ont été attaqués, à plusieurs reprises, par des groupes de jeunes en colère. C'est là aussi que trois personnes ont perdu la vie, ces dix derniers jours, en marge d'affrontements entre les partisans de l'opposition et la police.

Selon un rapport des ONG Amnesty International et Human Rights Watch, au moins

trente-trois personnes auraient perdu la vie lors de violences post-électorales, en août dernier. Chiffres rejetés en bloc par la police kenyane.

Le risque de violences est «bien plus important que pour l'élection précédente», estime Murithi Muthiga. Ce chercheur à l'International Crisis Group ajoute que tout dépendra du comportement des forces de police. «Si la répression est brutale, elle pourrait entacher encore plus la crédibilité du scrutin et l'image d'Uhuru Kenyatta», dit-il. Une anxiété s'est installée dans le pays. Chacun a en tête les violences politico-ethniques de 2007-2008, lorsque le pays s'était embrasé au lendemain de la réélection controversée du président Mwai Kibaki face à Raila Odinga. Plus de 1.100 personnes avaient été tuées et quelque 600.000 contraintes à l'exil. Au peuple kenyan de faire donc preuve de maturité démocratique.

Notons qu'au Kenya, le dimanche 22 octobre a été décrété journée de prière nationale. Le président sortant, Uhuru Kenyatta avait appelé, mercredi, ses concitoyens de toutes religions à prier pour la réconciliation, la paix et la justice. Un appel suivi lors de la messe dominicale, à la basilique Holy Family, à Nairobi. Le même dimanche, le Pape François a lui aussi, Place Saint Pierre à Rome, souhaité à l'occasion de la prière mariale de l'Angélus «un climat de dialogue constructif», pour ce pays qu'il a visité en 2015.

Esperancia  
MBOSA-OKANDZE

## REMERCIEMENTS



Les enfants et la famille MISSONTSA MILLIN remercient très sincèrement le couple présidentiel, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, le premier ministre et tout son Gouvernement, les membres de la Conférence épiscopale du Congo, notamment NN.SS.: Anatole Milandou, Yves Marie Monot, Victor Abagna Mossa et Urbain Ngassongo, respectivement archevêque de

Brazzaville, évêques de Ouesso, d'Owando et de Gamboma, les autorités politico-militaires parmi lesquelles le conseiller spécial du Chef de l'Etat et le chef d'Etat major général des Forces armées congolaises (FAC), les membres du clergé et autres personnes consacrées de l'archidiocèse de Brazzaville dont le curé de la paroisse Saint François d'Assise, le Directeur et le personnel de La Semaine Africaine, les amis et connaissances ainsi que les nombreux malades suivis par le regretté médecin-colonel Durand Abel MISSONTSA, pour le soutien multiforme reçu lors de ses obsèques. Décédé le 3 septembre 2017, il repose depuis le 13 septembre au cimetière familial de Kombé, après la messe de requiem en l'église Saint François, où il fut baptisé en 1937. Puisse votre pieuse pensée s'unir à celle de la famille en cette période où est commémoré le 45<sup>e</sup> jour de son retour vers le Père! Tout est grâce!

## OMS

### Mugabe ne sera pas ambassadeur de bonne volonté

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Ethiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré avoir «annulé» dimanche 22 octobre la nomination du président du Zimbabwe, Robert Mugabe, comme ambassadeur de bonne volonté auprès de l'OMS, expliquant que cela était dans l'intérêt de l'agence de l'ONU après la controverse provoquée par sa décision.

Des voix se sont en effet fait entendre demandant à l'OMS d'annuler la nomination de Robert Mugabe comme ambassadeur de bonne volonté pour les maladies non transmissibles. Au Canada, par exemple dans un communiqué, le ministre des Affaires mondiales du pays explique «qu'étant donné la

gravité des violations des droits de la personne sous le régime Mugabe, une nomination de ce genre est inconcevable et inacceptable.»

La Grande-Bretagne a par ailleurs dénoncé une décision «surprenante et décevante». Les Etats-Unis quant à eux ont souligné que cette nomination allait à l'encontre des idéaux des Nations unies. Organisations de défense des droits de l'homme et opposition au Zimbabwe ont également crié au scandale. Selon elles, le système de santé s'est effondré sous le régime de Robert Mugabe. La plupart des hôpitaux manque de tout. Alors que le président Mugabe va, lui, se faire soigner à l'étranger.



Visite du Cardinal Dieudonné Nzapalainga à Brazzaville

En véritable pèlerin, il a réconforté ses frères et sœurs en Christ

**A l'invitation de la Conférence épiscopale du Congo, Son Eminence le cardinal Dieudonné Nzapalainga, Archevêque de Bangui (République centrafricaine), a effectué une visite pastorale du 9 au 16 octobre 2017, à Brazzaville. En véritable pèlerin, durant son séjour, il a eu d'intenses activités pastorales et il a réconforté ses frères et sœurs en Christ.**



Le Cardinal et les Evêques du Congo posant avec les invités, à l'Acerac.

Mercredi 11 octobre, une messe a été célébrée à 6h, en l'église cathédrale Sacré-Cœur, suivie d'une visite guidée à la tombe et l'appartement du cardinal Emile Biayenda. Puis, il s'est rendu dans le diocèse de Kinkala, en compagnie de NN.SS Louis Portella Mbuyu, Miguel Olaverri, Bienvenu Manamika Bafouakouahou, et d'une forte délégation de prêtres et fidèles laïcs. Accueilli par les autorités politico-administratives du département du Pool, parmi lesquelles le préfet Georges Kilebé et le président du Conseil département, et toute la population en liesse (élèves, fidèles chrétiens catholiques et salutistes), le cardinal a célébré une messe à la Place mariale de la cathédrale Sainte-Monique, au cours de laquelle, il a exhorté la chrétienté à demeurer fidèle à la prière du «Notre Père» et à prier pour la paix dans ce département meurtri.

Jeudi 12 octobre, Son Eminence a animé une conférence-débat au siège de l'Association des conférences épiscopales de la région de l'Afrique centrale (ACERAC), sur le thème: «Dialogue œcuménique et dialogue interreligieux en Afrique centrale, le cas de la RCA», avec la participation de la société civile, les cadres, les ouvriers apostoliques, les fidèles laïcs. En présence de tous les Evêques du Congo, des ambassadeurs dont Mme Marie Charlotte Fayanga, ambassadrice de la RCA au Congo et doyenne du corps diplomatique, ainsi que des représentants du système des Nations Unies. Ici, le cardinal Dieudonné Nzapalainga a exhorté le peuple de Dieu qui est au Congo à l'unité, à la solidarité et à l'ouverture les uns envers les autres. Ce faisant, l'Archevêque de Bangui, partageant son implication personnelle pour la paix en Centrafrique, a articulé sa communication autour des points suivants: Etat des religions en Centrafrique, Œcuménisme, dialogue interreligieux, fondements du dialogue interreligieux, le dialogue d'action, le



L'accueil du Cardinal Dieudonné Nzapalainga à la Paroisse Sainte Rita.

dialogue d'échange théologique. Après avoir fait l'historique des religions en Centrafrique, le cardinal a invité au respect de chacune et à la considération de chaque spécificité religieuse, soulignant ainsi l'unité dans la diversité. De même, le conférencier a rapporté des faits de vie courante au cours desquels les uns et les autres ont été invités à changer le regard porté sur l'autre, à revoir la manière de considérer l'autre. Aussi, a-t-il mis en relief le fait que la crise qui secoue son pays a été une opportunité pour les filles et fils de la Centrafrique de se rapprocher, de se regarder ensemble. Pour ce faire, le cardinal a énuméré quelques actions qu'il a menées pour aider au retour de la paix en Centrafrique. Partant de là, il a invité à l'apaisement, à l'ouverture des uns envers les autres, qui sont eux aussi, porteurs



La communauté paroissiale de Sainte Rita.

de semences pour la construction et la consolidation de la paix, dont toute société humaine a besoin. Dans l'après-midi, il était l'hôte des paroissiens de Sainte Rita de Moukondo, mobilisés comme le

jour de l'entrée triomphale de Jésus à Jérusalem. De là, il a eu droit à un échange avec la communauté paroissiale sur l'épineuse question de la paix, notamment en Centrafrique, son apport en tant que pasteur, avant la récitation communautaire du chapelet à travers le mystère lumineux.

Vendredi 13 octobre, le cardinal a rendu visite aux pères spiritains à la Maison Libermann, avant de rencontrer les formateurs et grands séminaristes au Grand séminaire de Théologie cardinal Emile Biayenda et de Philosophie Mgr Firmin Georges Singha.

Samedi 14 octobre, poursuivant son pèlerinage, il a parrainé la cérémonie de remise des tricycles à dix-huit personnes vivant avec handicap prises en charge par la Fondation cardinal Emile Biayenda que dirige Sœur Marie Brigitte Yengo, avant d'accorder une interview à la presse. L'avant-dernière étape de son périple Brazzavillois a été la messe célébrée en l'église Notre-Dame des victoires de Ouenzé (Sainte Marie de Ouenzé), avec la communauté centrafricaine. Puis la grand-messe du dimanche 15 octobre en la Basilique Sainte-Anne du Congo pour la clôture de la 46<sup>e</sup> Assemblée plénière de la Conférence épiscopale du Congo, avec l'ensemble des Evêques, le

président de la République était lui aussi présent.

Pascal BIOZI KIMINO  
et Gislain Wilfrid BOUMBA

Conférence épiscopale du Congo  
Remerciements

L'abbé Brice Armand Ibombo, secrétaire général de la CEC (Conférence épiscopale du Congo), au nom de son Président Mgr Daniel Mizonzo, remercie de tout cœur les membres de la coordination et toutes les personnes de bonne volonté qui les ont aidés à organiser la visite pastorale de son Eminence le cardinal Dieudonné Nzapalainga, Archevêque de Bangui du 9 au 16 octobre 2017. Que Dieu vous bénisse tous et vous rende le centuple.

Abbé Brice Armand IBOMBO / Secrétaire général

Formation professionnelle

Ouverture de la première école gastronomique Saint Jean-Paul II

L'ouverture solennelle de la première école gastronomique au Congo, Saint Jean-Paul II, s'est déroulée lundi 9 octobre 2017 à Brazzaville, au n°25 de la rue Montaigne, dans le 2<sup>e</sup> arrondissement, Bacongo, vers le marché «Tâ Ngoma». La cérémonie a connu la participation du maire de l'arrondissement 8 Madibou, M. Albert Malanda, représentant docteur Simone Loubienga, administrateur-maire de Bacongo, en mission à l'extérieur du pays, et de Mgr Giuseppe Comisso, secrétaire de la Nonciature, représentant Mgr Francisco Escalante Molina, Nonce apostolique au Congo.

Une fresque de Saint-Jean-Paul II peinte en jaune-blanc annonce: «Dieu vous aime». C'est ce message que les hôtes de marque ont lu dès l'entrée dans l'enceinte de l'Ecole de Gastronomie Jean Paul II (EGJP). Deux chapiteaux, un babil-

lard des photos exposées à l'extérieur, et des élèves vêtus en noir et blanc; des maîtres d'hôtel en toque blanche et en uniforme, et un panel d'invités politico-administratifs, des parents et connaissances ont rehaussé de leur présence l'ouverture



De g. à dr: Sr Mauricette, Boris, Mgr Giuseppe et Sr Marie-Felicienne Ph Vady-K.

Communiqué final de la 46<sup>e</sup> Assemblée plénière de la Conférence épiscopale du Congo (CEC)

Commencée le lundi 9 octobre 2017 au Centre Interdiocésain des Œuvres (CIO), sous la présidence de son Excellence Monseigneur Daniel MIZONZO, Evêque de Nkayi, Président de la Conférence Episcopale du Congo, en présence de tous les Evêques du Congo, des représentants des Eglises orthodoxe et de l'Armée du salut, la 46<sup>e</sup> Assemblée Plénière de la Conférence Episcopale du Congo s'est achevée le dimanche 15 Octobre 2017, par la messe solennelle d'action de grâces célébrée en cette Eglise de la Basilique Sainte Anne du Congo.

Cette 46<sup>e</sup> Assemblée Plénière a eu pour thème: «Regard sur l'Œcuménisme, les Eglises de Réveil et les Nouveaux Mouvements Religieux au Congo-Brazzaville» «Qu'ils soient un» (Jn 17,21).

Ont pris part à cette Assemblée Plénière, Son Eminence le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, Archevêque de Bangui, Président de la Conférence Episcopale Centrafricaine, les Evêques du Congo avec la présence de Mgr Hervé Itoua, Evêque émérite de Ouessou, les Vicaires Généraux, les membres du Secrétariat Général de la CEC, l'abbé Giuseppe Comisso, chargé d'affaires de la Nonciature, les Recteurs des trois séminaires, les experts, les membres des Commissions Episcopales, les délégués du Bureau Exécutif du CNALC et le Père Michel Malleves, le Colonel Onal Castor, Commissaire de l'Armée du Salut, Mgr Pantelemon, Patriarche de l'Eglise Orthodoxe Grecque d'Alexandrie, le Professeur Joseph ITOUA et les différents conférenciers.

L'après-midi du lundi 9, après la cérémonie d'ouverture, a été réservée à la réception de Son Eminence le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, Archevêque de Bangui, Président de la Conférence Centrafricaine, venu au Congo célébrer sa messe d'action de grâce après son élévation au cardinalat.

Les travaux de ladite Assemblée Plénière ont démarré le mardi 10 octobre 2017 après la conférence inaugurale donnée par l'abbé Sébastien Zoubakela, sur «L'Eglise Catholique et la question de l'Œcuménisme au Concile Vatican II». Ce thème a été enrichi et approfondi par la série des conférences animées par des éminents orateurs qui ont éclairé et aidé les Evêques et les participants à bien appréhender la réalité du thème et le devoir pastoral lié à la question. Tous les exposés enrichis par des échanges fructueux, à la lumière de la Parole de Dieu, de l'enseignement et du Canon de l'Eglise ont fait l'ossature de cette Assemblée Plénière et ont permis aux évêques d'élaborer des orientations pastorales sur la thématique et encourager le dialogue, la recherche de la paix et l'unité des filles et fils du Congo.

Le mercredi en matinée, une délégation de la Conférence Episcopale du Congo a accompagné Son Eminence à Kinkala pour une visite pastorale et jeudi après-midi en la paroisse Sainte Rita de Moukondo pour une messe.

Le vendredi à 13heures, son Eminence et les évêques ont été reçus à la Maison Libermann, à 16h30 mn au Grand Séminaire Cardinal Emile Biayenda pour des échanges.

Le samedi 14 octobre 2017 a été réservé à la communication diverse et à la cérémonie de fin des travaux.

A l'issue de la 46<sup>e</sup> Assemblée Plénière de la Conférence Episcopale du Congo, les évêques se sont adressés au peuple de Dieu, femmes et hommes de bonne volonté en vue de promouvoir l'unité, la paix, l'espérance, le dialogue œcuménique pour un mieux vivre ensemble et une cohésion sociale selon la volonté de Dieu contenu dans la prière sacerdotale de Jésus-Christ: «Qu'ils soient un...» (Jn 17,21).

Fait à Brazzaville, le 15 Octobre 2017

Pour les Actes du Secrétariat Général de la CEC

Abbé Brice Armand IBOMBO  
Secrétaire Général

IN MEMORIAM

25 octobre 2016 -25 octobre 2017, voici jour pour jour une année déjà qu'elle nous a quittés.

Le colonel et les enfants MIKOUNGUI ont une pensée pieuse pour leur épouse et mère, Angèle Patricia MINAKA.

Charles MIKOUNGUI  
LOUNDOU



officielle de cette première école de gastronomie au Congo.

L'école, c'est un espace de 40m x 40m contenant une administration, des sanitaires, des salles de formation d'une capacité de plus de 80 élèves et une aire libre, d'une capacité de 300 personnes, pouvant servir aux prestations artistiques, a dit David Aloula Koumou, directeur des études.

Au cours de la cérémonie, un intermède du texte «Mavoula» a été déclamé par la slameuse Mariusca Moukengue du collectif Styl'oblique de Brazzaville. Cet intermède a servi de transition à l'allocation du maire Albert Malanda. Puis a suivi la bénédiction du lieu par Mgr Giuseppe Comisso, accompagné de l'abbé Prince Russel Badzoukoula, vicaire de la Paroisse Jésus-Ressuscité et de la Divine Miséricorde, sur un fond sonore des grégoriens. Promoteur de cette Ecole, Boris Songuessa a fait ses études en gastronomie au Maroc et son stage en France. Fervent catholique pratiquant, il est propriétaire d'un restaurant, «La Petite Faim», au quartier Plateau des 15 ans. Il a eu l'ingénieuse idée de mettre en place cette Ecole de gastronomie Jean-Paul II, pour aider ses semblables sans qualification à affronter l'environnement social, par la formation en technique de cuisine, de

pâtisserie et d'agent de restauration. Ce sont des formations initiales dispensées dans ce centre. Pour son promoteur, c'est un moyen d'exercer son apostolat. Il a reçu l'approbation du Vatican pour mettre en mat le drapeau du Saint-Siège, d'où la présence du secrétaire du Nonce apostolique sur le lieu, confirmant son rôle de partenaire officiel de cette école. Deux écoles Marocaines sont également partenaires de ce centre de formation. La durée d'une formation oscille entre six mois et un an. Des certificats de l'EGJP seront remis en fin de formation aux apprenants. L'école d'appartenance laïque est reconnue par la juridiction nationale. Pour cette première année, 40 élèves ont été retenus par l'EGJP pour suivre la formation. Ils bénéficieront de stages de perfectionnement, par le biais des partenaires de l'école.

La rentrée administrative a eu lieu, le même lundi 9 octobre, après la cérémonie inaugurale qui a pris fin à 13 heures. Les cours ont commencé, mardi 10 octobre 2017, à 7 heures.

Aimé MAKIZA



Un Dimanche en paroisse

Saint Jean-Paul II de Diata

Inauguration de la nouvelle paroisse

C'est dans une joie singulière et une grande émotion que la chrétienté de Diata a inauguré la nouvelle paroisse Saint Jean-Paul II de Diata, dimanche 22 octobre 2017, coïncidant au 29<sup>e</sup> dimanche du temps ordinaire, en la fête de Saint Jean-Paul II. La messe a été célébrée par l'abbé Léonard Milongo, vicaire général de Brazzaville, et concélébrée par le curé de la paroisse, l'abbé Mathias Fleszar, les deux vicaires de la paroisse, le curé de la paroisse Jésus Ressuscité et de la Divine Miséricorde et deux autres prêtres. Cette messe a connu la participation de plusieurs religieuses de différentes congrégations, d'un grand nombre de fidèles de Diata et des autres paroisses, invités. Dorénavant, le 22 octobre sera la date de la fête patronale de cette paroisse. C'est sous un temps doux, à 9h 15, que la célébration eucharistique a commencé, précédée d'un sketch réalisé par trois jeunes du groupe théâtral paroissial. M. André Mboumba, secrétaire général de la paroisse, dans son mot de circonstance, a souhaité la bienvenue à tous les participants et retracé l'histoire de cette paroisse, auparavant annexe de Diata. Après lui, l'abbé Thècle Delphin Samba, vicaire paroissial, a lu le décret d'érection de



L'abbé Léonard Milongo présidant la célébration eucharistique.

cette paroisse, par décision de Mgr Anatole Milandou, Archevêque de Brazzaville. Après la lecture des textes liturgiques du jour (Isaïe 45,1.4-6a; 1 Thessaloniens 1,1-5b et Matthieu 22,15-21) par l'abbé Anel Bakanguila, diacre, du diocèse de Kinkala, l'abbé Léonard Milongo a fait référence à la genèse de la paroisse Saint-Michel de Nganguouoni, dont celle de Diata est désormais détachée: «Aujourd'hui, avec l'aide de l'Archevêque, ce terrain est là et c'est une grande joie d'honorer le Seigneur. L'amour et la grâce de Dieu nous devançant en tout, c'est pourquoi il nous a choisis, pour une mission, cette mission qu'il a donnée au peuple d'Israël: faire connaître le vrai Dieu. Que les fidèles de Diata fassent de même dans ce quartier». Parlant de la foi active, le vicaire général a invité les fidèles à manifester les bonnes œuvres,

en travaillant en présence du Seigneur. Eviter l'hypocrisie et toujours se dire que dans tout ce que l'on fait, le Seigneur nous regarde. Si nous prions, c'est pour être de bons citoyens pouvant développer le pays. Après la prière postcommunion, l'abbé Mathias Fleszar a surpris les fidèles en lisant son mot en un Kituba bien clair. Il a fait mention de Saint Jean-Paul II, l'unique pape qui a foulé le sol congolais. Durant son passage à Brazzaville, il avait dit: «Chers Congolais! J'aurais aimé serrer toutes vos mains, vous bénir tous, avoir pour chacun – surtout pour les enfants, les malades, les pauvres – un mot d'encouragement.» Saint Jean-Paul II était un pape qui avait, pour chacun de nous, un mot d'encouragement. Aujourd'hui, il nous dirait: «N'ayez pas peur!». Après cela, le curé a expliqué ce qu'est la paroisse: une famille,

une source, une école. C'est pour cela, qu'en tant que chrétiens, nous avons tous besoin d'une paroisse. Alors, soyez donc les bienvenus à la paroisse Saint Jean Paul II de Diata!, a-t-il lancé. Après cela, il a fait connaître aux fidèles les projets de construction de cette paroisse: église, presbytère et école. Les Yamboté ont dansé au rythme des chants exécutés par la chorale Saint Jean Paul II. Ce groupe de chants liturgiques a vu le jour au même moment que la paroisse. L'assemblée des fidèles a pris fin à 11h 30.

Impressions de l'abbé Germain Makouiza, ancien curé de Saint Michel de Nganguouoni  
«J'ai une très grande joie, parce que le terrain était acquis depuis bien longtemps. J'étais encore séminariste. Dieu merci, je suis devenu curé de la paroisse Saint Michel de Nganguouoni, et nous avons osé commencer les activités ici, à Diata, par l'implantation de la croix. Et de là, petit à petit, la paroisse a commencé à prendre forme. Aujourd'hui, avec ce qui est fait, je suis le plus content; je suis ravi, joyeux... Je ne sais pas quoi dire, les mots me manquent. C'est un grand plaisir pour moi, vraiment.»

Programme paroissial

Messes: Mardi et jeudi: 6h 15  
Jeudi après la messe: Adoration du Saint-Sacrement  
Dimanche: 8h 30

André Mboumba, secrétaire général du bureau paroissial de Diata

«On a besoin de tout le monde, pour construire cette nouvelle paroisse»

André Mboumba, secrétaire général du bureau paroissial de Diata, nous relate la genèse de la paroisse, en tant qu'annexe, en donnant ses impressions sur cette annexe qui devient Paroisse Jean Paul II, sur décret de l'Archevêque de Brazzaville, Mgr Anatole Milandou, et il fait une invite aux chrétiens de Diata à se mouvoir pour construire la nouvelle paroisse Saint Jean Paul II. Interview!

«La Paroisse Saint Jean Paul II de Diata, a été une annexe de la Paroisse Saint Michel de Nganguouoni. Parlez-nous de ses origines.»

«Nous y sommes cela fait une dizaine d'années, partant de Jésus Ressuscité et de la Divine Miséricorde. Quand on a eu un domicile à Diata, il n'y avait pas encore de paroisse. L'histoire, de cette annexe, est un peu confuse. Les anciens du quartier, parlaient d'une famille qui avait pensé faire un don de terrain à la communauté chrétienne de Diata. Mais, l'idée de l'initiateur n'a pas été suivie par ceux qui sont venus après lui. Au point que, chemin faisant, les parents qui sont venus après ont pensé plutôt à le vendre. Quatre parcelles de terrain, je ne sais pas s'il y en avait plus, que l'Archevêque a essayé d'acquérir. Nous paroissiens, nous n'avons pas fait grand-chose.»

Au départ, les chrétiens de Diata allaient à la paroisse Saint Michel de Nganguouoni. C'est en 2012 qu'on est venu déposer et planter la croix sur le site qui abrite maintenant la paroisse. Et, c'est juste devant la croix qu'on avait implantée que se font les prières. Tous les dimanches matin, on monte une bache que nous démon-

trons après la messe. C'est cela que nous avons fait, durant trois ans, jusqu'au moment où on s'est efforcé d'avoir un hangar conçu par nous-mêmes, avec l'aide de certains frères qui viennent prier avec nous. Cela grâce aussi à l'aide des petits dons que nous faisons. Cela dit, on avait une seule messe dominicale, à 8h 30, qui finit aux environs de 10h, ayant une participation d'une centaine de fidèles.

«Comment a été organisée la catéchèse?»

«Le catéchisme se passait à Nganguouoni, à la paroisse mère. Maintenant que nous avons un curé, nous en avons parlé lors de notre rencontre avec lui. Je crois cela va bientôt commencer, chez nous-mêmes. Il y a trois ans, il y a eu des mariages de Cana et aussi des baptêmes.»

«Quels sont les mouvements d'apostolat que vous avez?»

«Jusqu'à-là, nous avons les enfants de chœurs, les Yamboté, les Elisa et une petite chorale qui vient de voir le jour, ayant une vingtaine de choristes. Jusque-là, on avait le soutien des chorales de la Paroisse Saint Michel de Nganguouoni. Voilà, nous sommes devenus paroisse, on se débrouille. Voilà le motif qui a fait naître une chorale, à Saint Jean Paul II.»



André Mboumba.

«Pendant plusieurs années vous étiez l'annexe de la Paroisse Saint Michel de Nganguouoni. Vous êtes, maintenant, une paroisse autonome, qui ne dépend plus de ladite paroisse. Quelles sont vos impressions?»

«Vraiment, mes impressions sont celles, pratiquement, que partagent tous les autres, de Diata. Voilà, après cinq ans, cette annexe devient paroisse, c'est une grâce, effectivement, c'est une joie. Même quand je parle d'une centaine de chrétiens qui viennent maintenant, c'est sûr qu'il y aura plus de fidèles quand il y aura des murs, puisse que dans Diata il n'y a pas une autre paroisse. Les gens vont à Jésus Ressuscité, à Nganguouoni, à Ndona-Marie...»

«Vous êtes secrétaire général. Cela veut dire que cette annexe a une structure?»

Nous sommes un petit bureau d'une douzaine de membres. Il y a un président et un vice-président, un secrétaire général avec un adjoint, une trésorière et un adjoint, une sacristaine, qui s'occupe aussi de la liturgie, et

les membres.

«Vous avez une nouvelle équipe presbytérale. Aviez-vous déjà eu des entretiens?»

«Oui. Le curé, l'abbé Mathias Fleszar et les vicaires: les abbés Thècle Delphin et Karol Wojciech Kuzma, nous nous sommes retrouvés en bureau, pour essayer de baliser un peu le chemin, notamment, voir les priorités.»

«Peut-on dire que c'est un ouf, pour vous, parce que vous aviez fait beaucoup, étant un des piliers de cette paroisse?»

«Pour nous, comme je l'ai dit, c'est une grande joie. En moins de cinq ans, nos prières ont été exaucées. Nous avons maintenant une paroisse, même si tout est encore en état embryonnaire: n'ayant qu'un hangar, sans murs, sans rien. C'est un ouf! Oui, mais ce n'est pas fini, parce que le plus dur reste à faire. Il faut fonctionner, maintenant, au rythme des paroisses. Ce n'est pas si facile que cela. Oui, ouf quand même, mais je me rends compte, moi, là où je suis, en tant que moi, il y a beaucoup de chose à faire.»

«Vous avez parlé des chrétiens de Diata qui vont prier ailleurs. Quel appel lancez-vous à leur endroit?»

«L'appel, c'est qu'une paroisse ne tombe pas du ciel. Il faut des bras, pour la construire. On a besoin de tout le monde pour construire cette nouvelle paroisse avec nos mains, si besoin et si possible. C'est une invite que j'adresse à tous les catholiques de notre zone. Qu'ils viennent s'unir à nous pour bâtir une paroisse dont nous dirons demain: «Ça c'est nous qui avons fait.»

Père Mathias Fleszar, administrateur

«Nous voulons rassembler les chrétiens de Diata, pour qu'ils puissent prendre la responsabilité de leur propre paroisse»

Père Mathias Fleszar est Polonais, prêtre du diocèse de Tarnów. Il a été ordonné en 2009. Avant de venir en mission au Congo, il a été affecté successivement dans deux paroisses, en Pologne. Actuellement, il est prêtre fidei donum dans l'Archidiocèse de Brazzaville. Durant deux ans, il a été vicaire de la paroisse Jésus Ressuscité et de la Divine Miséricorde. Au titre de l'Année pastorale 2017-2018, il est nommé administrateur de la nouvelle paroisse Saint Jean-Paul II de Diata, auparavant annexe de la paroisse Saint-Michel de Nganguouoni. L'abbé Mathias nous a fait part de ses impressions après sa nomination comme administrateur et ses projets sur son nouveau poste.

«Père Mathias, vous avez été nommé administrateur de la paroisse Saint Jean Paul II de Diata. Quelle a été votre réaction suite à cette nomination?»

«Cela a été une surprise. Je crois que je suis le premier, entre mes collègues, à être administrateur d'une paroisse. Mais la surprise est beaucoup plus sur le Saint-Patron de cette paroisse, Saint Jean-Paul II, choisi par les fidèles de la paroisse. Jean-Paul II était pape polonais. Et ce sont des Polonais qui vont travailler dans cette structure, n'est-ce pas surprenant? C'est vraiment comme si c'est lui-même qui nous envoie sur ce champ de Diata. Je me rappelle les paroles que Jean-Paul II a prononcées ici, au Congo, pendant sa visite, le 5 mai 1980: «Je vous laisse un peu de moi-même, ici». Peut-être, ce peu du pape, ce sont les prêtres polonais.»

«Quels sont vos collaborateurs immédiats?»

«En tant que prêtres, sur place, nous sommes trois: Moi, père Mathias Fleszar, père Karol Wojciech Kuzma, qui vient d'arriver au Congo, et l'abbé Thècle Delphin Samba, ancien vicaire de la paroisse Saint-Michel de Nganguouoni. Avant notre arrivée, ce dernier y a assuré la vie pastorale.»

«Avez-vous les limitations de votre juridiction ecclésiale.»

«Oui, il y a des limites. Mais, je crois que cela sera plus clair dans le futur. Le quartier est encore nouveau, il y a des terrains qui se vendent encore.»

«Qu'est-ce que vous avez en vue, pour la pastorale de cette paroisse?»

«Je ne crois pas que la première mission soit de construire l'église en brique. La primauté est de construire l'Eglise du cœur; c'est rassembler les gens. Jusqu'aujourd'hui, les chrétiens de Diata sont dispersés. Ils prient dans les différentes paroisses de Brazzaville. Nous voulons les rassembler, pour qu'ils puissent prendre la responsabilité de leur propre paroisse, devenir missionnaires dans ce quartier où il y a aussi beaucoup de sectes, beaucoup de brebis égarées.»

«Comment appuyer cette pastorale par rapport aux mouvements d'apostolat?»

«Nous allons faire la même chose que dans les autres paroisses: avoir tous les mouvements d'apostolat possibles. Mais sur place et dans le temps, nous allons voir, vraiment, quels sont les besoins et quelle sorte de dévotion, de spiritualité convient à notre communauté paroissiale. Nous voulons transmettre aux gens le message de Saint Jean-Paul II, surtout celui qu'il a prononcé ici, au Congo. Les paroissiens ont déjà choisi comme devise les paroles que le pape a prononcées plusieurs fois pendant son pontificat: «N'ayez pas peur». Je crois qu'on a tous besoin de ce message qui est un message de Jésus Ressuscité.»

«Il n'y a pas de curé sans fidèles. Qu'attendez-vous de vos fidèles?»



Père Mathias Fleszar.

«Je constate que ceux qui sont déjà là, sont engagés vraiment. En tant que prêtres, nous pouvons nous appuyer sur ces personnes-là, comme sur des piliers. En effet, ce ne sont pas les prêtres qui ont lancé une idée de former la paroisse de Diata. C'était une initiative des laïcs qui ont fait une demande auprès de l'Archevêque d'avoir une paroisse. Mgr leur a demandé de s'organiser. C'est ainsi que les choses se sont passées.»

«Premier administrateur de cette paroisse. Avez-vous peur de ne pas arriver au but estimé?»

«Non, je n'ai pas peur, parce qu'à chaque fois que le Seigneur nous appelle à la mission, Il nous donne aussi la grâce de l'accomplir. Il ne nous abandonne pas. En tant que curé, je n'ai pas peur.»

«Quels sont les projets que vous avez pour cette paroisse?»

«S'il s'agit de projet de construction, il se prépare peu à peu. Mais sa réalisation ne sera pas facile à cause de la petitesse et de l'inclinaison du terrain que nous avons reçu. Nous espérons qu'avec l'aide de nos amis polonais, qui veulent nous accompagner dans la construction, nous allons résoudre ces problèmes.»

«Avez-vous la maquette de l'église à construire?»

«La maquette est en train d'être préparée. Récemment, nous avons décidé de la modifier un petit peu. En constatant que dans le quartier, il n'y a pas d'école, nous voulons prendre cela en considération. La difficulté est là: un terrain de quatre parcelles semble être insuffisant pour construire l'église, le presbytère et l'école. Mais, il est primordial que nous assurions l'éducation des enfants de notre quartier.»

\*Merci Tata Mathias!

L'auteur



Philippe MOUNGUIALA (Paroissien à Jésus Ressuscité)





## AVIS DE VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

Il sera adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur à l'audience d'adjudication du 4 Novembre 2017 dans la salle des audiences du Tribunal de Grande Instance de Brazzaville à 8 heures 00'

### L'IMMEUBLE SAISIE SUR

La Société LE CAMBATANI, société anonyme unipersonnelle au capital de 10.000.000 de FCFA, RCCM n° 05-B-1644 représentée légalement par Madame Carole MANTOT, dont le siège social est sis à Brazzaville Aéroport MAYA MAYA, B.P 1148.

### A LA REQUETE DE

LCB Bank société anonyme avec C.A au capital de 10.000.000.000 de FCFA, RC-CM-06-B-58, NIU : M2005110000294157, dont le siège social est sur l'avenue Amilcar CABRAL, Brazzaville.

Poursuite et diligence de son représentant, Monsieur MOHAMED TAHRI, Administrateur Directeur Général demeurant en cette qualité audit siège.

Ayant pour conseil Maître Jean Prosper MABASSI, Avocat à la Cour; est sis J331 S Immeuble SOPROGI patte d'oie face ENAM BP 1737 ;

### DESIGNATION DE L'IMMEUBLE SAISIE

Propriété sise à Brazzaville, Arrondissement 3 Poto-Poto, située sur l'avenue de l'amitié, ancien hôtel restaurant "les BOUGAINVILLIERS" en face de l'hôtel "OLYMPIC PALACE", à côté du Restaurant "Jardin des Saveurs", d'une superficie de 1233,75m<sup>2</sup>, objet du titre foncier n°29100.

Le terrain mis en valeur est un chantier en arrêt dont les travaux de démolition sont réalisés à environ 90%.

L'état des ouvrages est le suivant :

- un bâtiment principal : démolé à 90%
- un bâtiment annexe : aménagé abritant un restaurant
- un enclos
- une clôture de chantier.

### MISE A PRIX : 450.000.000 FCFA

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier de charges dressé par Maître MABASSI, Avocat à la Cour déposé le 16 août 2017 au greffe du Tribunal de Grande Instance de Brazzaville les enchères seront reçues sur la mise à prix ci-dessus, par le Ministère d'Avocat ou par les enchérisseurs, eux-mêmes.

### CONDITIONS DE VENTE

- Inscription au greffe du Tribunal de Grande Instance de Brazzaville ;
- Vente exclusivement comptant.

*Fait et adressé à Brazzaville le 12 octobre 2017*

### Pour tous renseignements, s'adresser à :

\* Maître Jean Prosper MABASSI, Avocat à la Cour; J331 S Immeuble SOPROGI patte d'oie face ENAM BP 1737 Brazzaville; Tel: 05 551 03 14

\* Maître Jean Didier BIDIE, Huissier de justice, commissaire Priseur près la Cour d'Appel de Brazzaville; titulaire d'un office sis 990 ter, avenue des Trois Martyrs à côté du cinéma ABC Plateau des 15 ans, Moungali Brazzaville; Tel: 05 551 34 43

\* Monsieur le Greffier en Chef du Tribunal de Grande Instance de Brazzaville.



*Façade occupée: restaurant chinois*



*Façade principale*



*L'intérieur*



*Mur interieur.*



## Journée internationale de la jeune fille

## Vers une chaîne de solidarité pour le parrainage des filles

**A Brazzaville, le gouvernement congolais, par l'entremise du ministère de la Promotion de la femme a organisé à cet effet, vendredi 13 octobre 2017, une campagne de sensibilisation au profit des jeunes filles et jeunes garçons du collège Gampo-Olilou.**

Placée sous les auspices d'Ines Bertille Nefer Ingani, ministre de tutelle, la célébration de cette journée, s'est déroulée en présence de Raymond Zephirin Mboulou, ministre de l'Intérieur, de Barbara Laurenceau, représentante du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) au Congo et de Marcel Nganongo, administrateur maire de Ouenzé.

Les participants, venus nombreux, ont suivi deux communications: la première sur «*Les grossesses précoces*», développée par Marie Fanny Lolo, sage-femme et «*Les violences en milieu scolaire*», par Tendance Vouezolo, juge au Tribunal de grande instance de Brazzaville.

La grossesse précoce est une grossesse qui reste non autorisée à une fille de moins de 18 ans, a affirmé la première intervenante. Selon elle, portée tôt, elle peut entraîner beaucoup de conséquences, dont le rejet par la famille, la destruction de projet, la mort par avortement, la stérilité, l'abandon des études. Aussi s'est-elle adressée aux parents, en leur demandant d'instaurer un dialogue avec leurs filles sur la sexualité, pour éviter plusieurs risques.

La deuxième oratrice a exhorté les

jeunes filles à s'enquérir de la convention relative aux droits de l'enfant.

Pour Barbara Laurenceau, le monde compte aujourd'hui 1,1 milliards de filles et, au Congo des jeunes filles sont environ 600.000 entre 10 et 24 ans. Malheureusement, a-t-elle souligné, dans de nombreux pays, les jeunes filles n'ont pas toujours droit à la scolarité; de fois, elles sont vendues et subissent des violences de tout genre. Donnant les statistiques sur les violences subies par les jeunes filles et femmes déplacées du Pool, la représentante du FNUAP a précisé: «*au premier semestre 2017, Le FNUAP a mis à la disposition de son partenaire «Médecins d'Afrique» des services pour les femmes victimes de violences. 110 femmes et fillettes ont été reçus pour viol. Nous avons aussi accompagné 277 jeunes filles enceintes des déplacées du Pool venues en consultation prénatale. 103 jeunes filles de moins de 18 ans ont accouchés au début de cette année*». La représentante du FNUAP a invité, par ailleurs, le gouvernement à soutenir et à écouter ces jeunes filles, en leur assurant santé et sécurité.



Une vue des jeunes filles.

De son côté, la ministre Ines Nefer Ingani a signifié que la Journée internationale de la jeune fille est une occasion parfaite, pour exposer au grand jour les problèmes graves de violations des droits fondamentaux des filles, lesquels persistent en dépit de l'existence de plusieurs instruments juridiques, notamment la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant.

Ayant une pensée particulière pour les filles des zones rurales, en général, et celles du Pool, en particulier, confrontées à divers problèmes sur le plan scolaire, la ministre a fait savoir que différentes études réalisées en matière de fécondité en milieu jeune révèlent «une forte prévalence des phénomènes de

sexualité et de grossesse précoces surtout en milieu rural, avec comme corollaires, l'abandon par les jeunes filles de leurs scolarité, les avortements clandestins et voir même la contamination aux infections sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA». La ministre de la femme a sollicité, pour conclure, l'appui des différents partenaires et l'adhésion des filles elles-mêmes, afin de créer une chaîne de solidarité pour le parrainage des filles en milieu défavorisés dès l'école primaire, à raison de deux filles par parrain.

Aybienevie  
N'KOUKA-KOUDISSA

## Journée internationale de la jeune fille

## Les pays d'Afrique parmi les 10 «mauvais élèves»

A l'occasion de la 6<sup>e</sup> Journée internationale de la fille, célébrée le 11 octobre 2017 sous le thème: «*Autonomisation des filles: avant, pendant et après une crise*», l'ONG One du chanteur irlandais Bono, créée en 2004, a publié un rapport sur l'accès à l'éducation des filles dans le monde. Intitulée «*Accès des filles à l'éducation dans le monde: les mauvais élèves*», cette étude établit le classement des pays où il fait le moins bon être écolière. Le classement a ciblé un ensemble de 122 pays.

Parmi les dix «mauvais élèves», neuf se situent en Afrique: Soudan du Sud,



Les filles suivant un cours.

République centrafricaine, Niger, Tchad, Mali, Guinée, Liberia, Burkina Faso et Ethiopie. L'Afghanistan figure également dans le groupe. Au total, plus de 130 millions de filles à travers le monde ne sont pas scolarisées, en raison de différents facteurs. Les mariages précoces les empêchent de continuer leur scolarité.

En Ethiopie, deux filles sur cinq se marient avant 18 ans et près d'une sur cinq avant l'âge de quinze ans. Parfois, les jeunes écolières doivent quitter le système scolaire pour aller travailler, car les familles en situation d'extrême pauvreté ne peuvent subvenir aux frais de scolarité. Et si elles le peuvent, elles choisissent d'envoyer les garçons pour étudier. En moyenne, la probabilité qu'une fille ne soit pas scolarisée est de 57% plus élevée que la même probabilité pour un garçon. Et cet écart atteint 83% au niveau du lycée. En Afghanistan (pays en 4<sup>e</sup> position du classement), il y a 100 garçons scolarisés au primaire contre seulement 71 filles. Enfin, les conflits jouent un rôle important: au Nigeria comme au Cameroun, des centaines d'écoles ont été détruites ou fermées sous l'influence du groupe djihadiste Boko Haram et plus de la moitié des filles de la région n'ont jamais été scolarisées.

Dans certains pays, le manque d'enseignants et de manuels scolaires est également un frein à leur scolarisation. En RCA, par exemple, on compte seulement un enseignant pour 80 élèves (contre 1 enseignant pour 12 élèves au Pays-Bas). Conséquence directe: 500 millions de femmes dans le monde ne savent pas lire. Pour l'ONG qui a mené l'étude dont il est ici question, il faut donner la priorité aux 10 pays où la situation est la plus alarmante. Au Niger, seulement 17% des filles et des femmes âgées de 15 à 24 ans savent lire et écrire.

Dernièrement, en parlant de la rentrée scolaire 2017-2018 au Tchad dans nos colonnes, nous précisions que 64% d'enfants en âge scolaire dans ce pays ne vont pas à l'école. Un droit sacro-saint pour tout enfant d'après Fonds des Nations unies pour l'enfance (l'UNICEF), mais qui malheureusement se trouve constamment violé.

Esperancia MBOSSA-OKANDZE

## Enseignement primaire et secondaire

## Rentrée des classes des Centres de rescolarisation

A l'instar de l'éducation formelle, la rentrée péda-go-andragogique qui concerne les élèves en rescolarisation, en alphabétisation et en post-alphabétisation (c'est-à-dire à partir du collège) a bel et bien eu lieu lundi 16 octobre sur toute l'étendue du Congo. Anatole Collinet Makosso, ministre de l'Enseignement primaire s'est rendu compte de son effectivité, en sillonnant quelques Centres de rescolarisation de la ville capitale. «*Nous venons de procéder à la rentrée péda-go-andragogique. Pour ceux qui sont en rescolarisation, on peut se réjouir de ce que tous les apprenants sont présents, les animateurs également. C'est une rentrée bien effective*», a dit satisfait le ministre.

Commencée dans le Centre de rescolarisation de l'école Loango-Marine dans le 1<sup>er</sup> arrondissement Makélékélé, la visite s'est poursuivie au Centre de Ngamakosso, à Talangaï, le 6<sup>e</sup> arrondissement - un édifice reconstruit avec l'appui financier du gouvernement japonais, en 2014 -. Elle s'est achevée au Centre de l'école primaire Bernadette Bayonne, à Nkombo, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement Djiri.

Les élèves dans ces Centres de rescolarisation sont répartis en deux niveaux: le premier concerne le CP et l'âge des apprenants varie entre 8 et 11 ans, et le deuxième, le CE, regroupe les apprenants de 9 à 15 ans. On compte à travers le pays près de 264 Centres de rescolarisation. Ces derniers ont été relancés il y a quelques années et portent déjà des fruits. L'an dernier, des candidats ont été présentés au C.E.P.E concours et l'élève ayant obtenu la meilleure moyenne à la session 2017 était issu d'un des centres de rescolarisation.

«*On pense que c'est un programme que le gouvernement se doit d'appuyer et d'intensifier, afin de garantir à tous les enfants de la république l'égalité de chances de succès*», a-t-il affirmé.

Les animateurs ont énuméré à cette occasion quelques soucis techniques les empêchant de bien mener leur mission. On peut citer en première ligne le manque de matériel didactique. Le ministre Collinet Makosso leur a assuré que toutes les dispositions sont en cours pour résoudre ce problème. «*On peut déjà dire que s'agissant de la rescolarisation, ils ne sont pas très nombreux; on peut faire l'effort à ce que ces élèves qui ont des difficultés réelles puissent mieux que les autres bénéficier de tout le matériel pédagogique. Nous allons nous organiser pour que les manuels et autres outils importants soient à la disposition des animateurs et des apprenants*», a-t-il souligné, avant d'interpeller la conscience des cadres sur l'utilisation du petit outillage d'apprentissage des apprenants. «*Ce ne sont pas des choses sophistiquées, c'est tous les objets usuels que nous avons dans la ville, on peut les fabriquer soi-même*», a-t-il conclu.

Esperancia MBOSSA-OKANDZE

## Education

## L'Unicef réaffirme son appui au Congo

Dans le but d'accorder à tous une éducation de qualité, le Congo travaille avec un certain nombre de partenaires, parmi lesquels l'UNICEF. Lundi 16 octobre 2017, le ministre Anatole Collinet Makosso s'est entretenu avec Mme Micaela Marques de Sousa, représentante de l'UNICEF au Congo. Au cœur de leurs échanges, les axes prioritaires à explorer pour l'éducation au Congo et un accent particulier sur l'éducation des enfants autochtones et ceux des zones de conflits. «*Nous allons travailler ensemble surtout pour assurer et appuyer l'éducation des enfants les plus défavorisés, même les enfants des zones déplacés par exemple ceux du département du Pool parce que tous les enfants ont droit à l'éducation*», a-t-elle dit.



Micaela Marques de Sousa et Anatole Collinet Makosso pendant l'entretien.

La représentante de l'UNICEF a rappelé, par ailleurs, que sa rencontre avec le ministre de l'enseignement primaire avait valeur de visite de courtoisie, certes, mais aussi de travail. «*Nous avons discuté sur les axes de priorité au niveau de l'éducation étant donné que le Congo donne une très grande priorité à l'éducation primaire et secondaire. C'est le pays où nous trouvons que l'éducation était popularisée déjà il y a très longtemps*», a fait savoir la représentante. Les questions du déficit en formation continue des enseignants, la situation budgétaire au niveau de l'éducation et la mise en œuvre de la stratégie de l'éducation de la fille et de la petite enfance - la petite enfance étant la base de l'éducation - ont été également évoquées.

La représentante de l'UNICEF a félicité par ailleurs le Congo pour l'importance qu'il accorde à l'éducation, en général, et à la petite enfance, en particulier. «*J'encourage le Congo qui, en cette période économique difficile, donne encore 12% de son budget pour l'éducation. Nous savons que les contreparties du ministère de l'Education ne sont pas faisables en ce moment-ci à cause de la situation économique du pays, et nous allons, en travaillant avec nos bailleurs de fonds, avec nos partenaires, faire en sorte que l'UNICEF soit toujours présent pour continuer à soutenir le Congo*», a-t-elle rassuré.

E.M.O

## CILF (Conseil international de la langue française)

## Enrichir et favoriser le rayonnement de la langue française

Ayant pour mission d'enrichir la langue et de favoriser son rayonnement en gérant ses ressources et celles de la francophonie et en organisant la communication avec les autres langues, le CILF (Conseil international de la langue française) est une association créée en 1968 et reconnue d'utilité publique dès 1972. Il a pour objectif de préserver l'unité de la langue française dans le monde et de développer ses ressources. Présidé par M. André Goosse, il compte environ 800 membres, français et étrangers, parmi lesquels d'éminents linguistes et des personnalités de la Francophonie. Les travaux portant sur la terminologie, la lexicologie, l'orthographe, la grammaire et la linguistique; les ouvrages de formation pour les francophones (45 titres), la tradition orale, le dialogue des langues et des cultures (86 titres) relèvent de la compétence du CILF. Il agit en élaborant et en éditant des dictionnaires spécialisés multilingue. A ce jour près d'une centaine a été publiée, parmi lesquels - les dictionnaires de médecine; des industries, commercial, d'agriculture, de spatologie, de l'environnement, du génie civil, de mots nouveaux, d'urbanisme et de l'aménagement de l'espace et de l'aéronautique notamment. A cela, il faut ajouter la publication de deux revues: La Banque des mots, une revue de terminologie et Le Français moderne, une revue de linguistique; la mise à disposition d'une base de terminologie scientifique et technique accessible sur le site internet du CILF, la réalisation d'une Banque de données orthographique et grammaticale; Orthonet, également accessibles sur Internet. Les conditions dans lesquelles on peut se procurer ces publications sont précisées sur le site internet du CILF.

Le CILF décerne annuellement le Prix du Cercle Richelieu Senghor à Paris, créé en 1987. Celui-ci est remis à une personnalité dont l'action a contribué de façon exceptionnelle au rayonnement international de la langue française.

Rappelons que deux de nos compatriotes: Jean-Patrick Ngué (en août 1980) et Alain-Patrick Massamba (en juillet 1981) avaient respectivement gagné le Concours du Jeune-reporter, organisé conjointement, à l'époque, par le Conseil international de la langue française et le magazine sportif panafricain Jeux d'Afrique. Des prix intéressants leur avaient été décernés.

Alain-Patrick  
MASSAMBA  
Site internet: www.cilf.fr



Université russe de l'amitié des peuples (URAP), Moscou (Russie)

Une journée culturelle sur les « Valeurs culturelles garantes de la paix sociale »

« Valeurs culturelles garantes de la paix sociale », tel a été le thème de la journée culturelle organisée, récemment, à l'Université russe de l'amitié des peuples (URAP), à Moscou (Russie), par les étudiants congolais de cette université. Objectif : rappeler la stricte nécessité de se nourrir de ces valeurs africaines pour jouir de cet équilibre si important pour le développement. En s'inspirant de ces valeurs, même après la morosité de la situation économique actuelle du Congo, on peut regarder l'avenir avec confiance.

Cette journée était placée sous le patronage du président de la colonie des étudiants congolais de Moscou. Elle a connu la présence d'un représentant de l'ambassade du Congo à Moscou, du président de l'Association des étudiants africains de l'Université russe de l'amitié des Peuples, du Secrétaire général de l'Association des étudiants et stagiaires congolais en Fédération de Russie, des Présidents des

communautés africaines à Moscou, ainsi que des responsables de l'Université russe de l'amitié des Peuples. Après l'exécution de l'hymne national « La Congolaise », chanté en chœur, la cérémonie officielle d'ouverture a été marquée par les interventions des responsables de l'Université, du représentant de l'ambassade du Congo à Moscou, du Président des étudiants africains de l'Université russe de l'amitié des



Les étudiants congolais ont valorisé la culture et l'art congolais.



Cette journée culturelle a connu un grand succès.

peuples, ainsi que le discours du président de la communauté des étudiants congolais de Moscou. Toutes ces interventions ont été axées sur le thème de la culture et la paix, car, de nos jours, l'Afrique connaît des crises socio-politiques qui entravent son

développement. Alors qu'aucun développement ne peut s'opérer sans une paix sociale durable. C'est pourquoi, chacun des intervenants a loué le thème choisi par les étudiants congolais de l'Université russe de l'amitié des peuples, qui interpelle sur la nécessité et l'importance de la paix pour les nations.

Tous les participants à cette journée culturelle ont félicité les étudiants de la colonie congolaise de Moscou, en général, et ceux de l'URAP, en particulier, pour la bonne image de la République du Congo qu'elle véhicule en Russie, mais aussi à l'Université russe de l'amitié des peuples.

Le volet spectacle de cette journée culturelle a été marqué par la valorisation du travail effectué par les étudiants congolais de l'URAP qui ont préparé une exposition des œuvres d'art sur les potentialités culturelles du Congo, un tournoi de football, un défilé de mode traditionnelle, la dégustation de différents plats de la cuisine congolaise, le défilé de mode, la présentation de boubous et danses traditionnelles, ainsi que diverses démonstrations.

Cette journée culturelle a connu également la visite du recteur de l'Université russe de l'amitié des peuples, qui a été surpris de la potentialité culturelle dont dispose le Congo.

A la fin de la cérémonie, les responsables de l'URAP ont félicité les étudiants de la colonie congolaise de cette université, en particulier leur Président qui a eu l'initiative d'organiser cette journée culturelle, laquelle incite les autres communautés estudiantines à s'inspirer de l'exemple congolais.

Véran Carrhol YANGA  
Sur les notes de  
Mc' Donald DOUGLASS

Pour avis,  
Maitre Noël MOUNTOU,  
Notaire.

Lu pour vous

«Le mariage kongo: rites et symboles» de Jacques Kounzila

Enseignant et diplômé en sciences politiques de l'Institut Afro-asiatique de Tel Aviv (Israël) à la retraite, ancien conservateur et Directeur des musées nationaux au Congo et président du Tribunal d'instance de Kinkala (département du Pool), Jacques Kounzila a publié, récemment, aux Editions ICES, dans la Collection Etudes sociales, un livre intitulé : «Le mariage kongo : rites et symboles».

la liste des cadeaux (nsendolo) que le père de la promise devra donner à son gendre», écrit Alain Kounzilat, dans la préface du livre. Et de poursuivre : «Ainsi, le lecteur découvrira lui-même l'étendue des éléments mis en lumière pour le rituel de la cérémonie de mariage coutumier. Aussi, pour ceux qui veulent se marier selon la coutume, qu'ils soient au Congo où ailleurs, ce livre les aidera à constituer la



Jacques Kounzila.

liste des éléments nécessaires à la dot».

Dans l'introduction du livre, Jacques Kounzila, qui est venu au monde vers 1930 à Mbamou, au Congo-Brazzaville, rappelle : «La République du Congo et la République Démocratique du Congo se distinguent sur la scène africaine, par la conjonction d'un certain nombre de faits. Les deux pays réunis constituent le plus grand pays africain. Brazzaville et Kinshasa sont les deux capitales les plus rapprochées au monde. Avec l'Angola et le Gabon, ils forment l'espace de l'ancien royaume Kongo, qui offre une richesse culturelle forte, des rites et des symboles honorés presque partout. Ainsi, à travers le mariage traditionnel appelé longo en kikongo, les Kongo véhiculent un ensemble de coutumes qui constituent une vision des faits acceptables pour l'humanité. Ce fut un royaume de droit divin, basé sur une philosophie : le kimuntu, ou ce que Rudy Mbemba appelle le Muntuisme(...)»

«Le mariage est à la fois un acte dans la société civile et un sacrement dans le cadre religieux, par lequel un homme et une femme établissent entre eux une union légale et durable. Avant de le contracter, la coutume kongo exige au préalable un ensemble de rituels pour sceller le longo ou «pré-mariage». C'est une convention solennelle par laquelle non pas un homme et une femme s'unissent, pour fonder une famille, mais la rencontre de deux familles, pour sceller un acte d'assistance mutuelle», poursuit-il.

«En droit congolais, on ne peut contracter le mariage civil sans avoir au préalable répondu aux obligations du mariage coutumier. Dans le cas contraire, une attestation doit être délivrée par le chef de famille pour signifier que la dot sera donnée ultérieurement», conclut l'auteur.

Véran Carrhol YANGA

«Le mariage kongo : rites et symboles», Jacques Kounzila; Essai, novembre 2016 ; Editions ICES ; Collection Etudes sociales ; 68 pages ; 5000 F. CFA.

Pour une analyse sereine:  
La Semaine Africaine

Maitre Noël MOUNTOU  
Notaire

Titulaire d'une Etude sise à Pointe-Noire, Marché Plateau, à côté de la boulangerie MAURI du Congo, Rue MPANZOU, centre-ville, Tél.: (242) 06.660.81.10; E-mail: noelmountounotaire1@gmail.com

AVIS D'APPROBATION DES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016 ET DE RENOUELEMENT DES MANDATS

Par actes en date à Pointe-Noire du quatorze septembre deux mil dix-sept, enregistrés le vingt-sept septembre deux mil dix-sept, Folio 175/29 n° 6878, et Folio 175/30 n° 6879, le Notaire soussigné a reçu en dépôt le Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire et le Procès-verbal des décisions de l'Administrateur Général de la société dénommée «S.G.S CONGO» SA dont le siège social est situé à Pointe-Noire, 21, Avenue du Général DE GAULLE, Immeuble C.N.S.S., B.P. 744. Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire, l'Administrateur a entre autres résolutions: - Approuvé le rapport ainsi que les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2016; - Approuvé les rapports du commissaire aux comptes; - Décidé d'affecter le résultat au compte du report à nouveau débiteur; - Donnés quittus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé, à l'Administrateur Général sortant et décharge aux commissaires aux comptes; -Renouvelé le mandat de Monsieur Stephen ROSSITER en qualité d'Administrateur Général, à compter des présentes, pour une durée d'une année qui arrive à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 Décembre 2017; - Conféré à Monsieur Stephen ROSSITER, les pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, il les exercera dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués aux assemblées d'actionnaires par l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique et par les statuts; - Renouvelé le mandat de Monsieur Kaal GURI

en qualité d'Administrateur Général Adjoint à compter des présentes pour une durée d'une année qui arrive à expiration, à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 Décembre 2017; Conféré à Monsieur Kaal GURI les pouvoirs les plus étendus pour assister l'Administrateur Général et agir en toutes circonstances au nom de la société, il les exercera dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués aux assemblées d'actionnaires par l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique et par les statuts; -Arrêté les états financiers de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2016, desquels il ressort que la société a réalisé, et a décidé de les soumettre à l'approbation de l'Actionnaire, statuant dans le cadre de l'Assemblée Générale Ordinaire; - Arrêté le texte du rapport de gestion au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, ainsi que le texte des résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire; - Donnés tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes, en vue de l'accomplissement des formalités légales de publicité. Ladite décision a été déposée au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire et modification conséquente a été faite le 28 Septembre 2017 sous le n° 17 DA 1207.



## Basket-ball à Brazzaville:

## Pas question de céder au découragement!

L'annulation de l'AFRO-BASKET masculin (Championnat d'Afrique des nations de basket-ball) et l'attente prolongée des championnats nationaux seraient un coup porté à la balle orange congolaise. Pour les dirigeants de la Ligue de Brazzaville, il ne faut pourtant pas céder au découragement, mais plutôt se relancer. Telle est la conclusion à laquelle sont parvenus samedi 21 octobre, lors d'un échange, les membres du bureau exécutif de la Ligue départementale de Brazzaville et les délégués des clubs, pour sauver leur discipline sportive. Les conditions semblent réunies pour lancer de nouveau les activités.

Joueurs, dirigeants et public vont donc bientôt retrouver le chemin de leur gymnase. La Ligue a publié un chronogramme d'activités qui ressort les grands axes pour la fin de saison sportive: stage de renforcement des capacités des arbitres et entraîneurs du 25 au 29 octobre; tournoi inter-ligues mettant en lice les sélections seniors et juniors de



Les dirigeants de la Ligue pendant leur échange avec les clubs.

Brazzaville et Pointe-Noire, en marge d'un camp mixte des minimes et cadets; super Coupe. Des rendez-vous qui seront suivis par le Conseil-bilan et l'Assemblée générale électorale. Cela étant, les clubs ont épinglé la FECOKET pour l'organisation avortée des championnats nationaux prévus en août dernier, alors qu'ils ont consenti un effort financier pour s'y préparer. Eh oui, il y a un problème! En tout cas, de l'avis unanime des clubs. Ils voudraient comprendre pourquoi l'instance nationale

ne communique pas sur ses intentions. Les championnats nationaux sont-ils annulés ou reportés? Les clubs ont mandaté la ligue auprès de la FECOKET pour lui faire part gentiment de leurs soucis. Pour autant, point n'est besoin de tomber à bras raccourcis sur la FECOKET, a rappelé Fabrice Makaya Matéve, président de la ligue de Brazzaville. Une tutelle mérite beaucoup d'égards.

G.-S.M.

## Les forfaits du sport congolais

## Un casse-tête pour les Fédérations



Le volley-ball congolais est absent au Caire pour le Championnat d'Afrique.

L'heure est à la morosité au sein des fédérations sportives nationales. Et pour cause, elles ne sont plus assurées de bénéficier de l'aide des pouvoirs publics pour participer aux compétitions internationales, l'argent faisant défaut. Elles s'exposent, par contre, aux sanctions pécuniaires et disciplinaires en cas de forfait. Les caisses de l'Etat sont vides. Depuis le début de l'année le ministère des Sports a réduit les crédits alloués aux fédérations nationales. Cela a des répercussions surtout sur la couverture des compétitions internationales. Face à l'incapacité de satisfaire la forte demande formulée par le mouvement associatif qui englobe plus de 20 fédérations sportives, la mort dans l'âme l'Etat demande à certaines fédérations nationales de jeter l'éponge. C'est ainsi que la Fédération congolaise de basket-ball (FECOKET) a renoncé en mai dernier à organiser à Brazzaville la Coupe d'Afrique des nations de basket-ball masculin (appelée Afro-basket), tout comme son homologue de boxe, obligée de déclarer forfait aux championnats du monde d'août dernier à Hambourg (Allemagne).

La liste des fédérations victimes de la baisse drastique de l'aide des pouvoirs publics s'est allon-

gée ce mois d'octobre. Car, à quelques jours des Championnats d'Afrique des nations de Volley-ball masculin, les dirigeants de la Fédération congolaise de volley-ball (FECOVO) ont bien malgré eux mis à leur tour une croix sur cette compétition. L'équipe nationale est absente au Caire, où le coup d'envoi du tournoi a été donné le 22 octobre. Un tournoi qui est qualificatif pour la Coupe du monde, et le Congo entendait y jouer un petit coup. Hélas!

Une autre fédération, celle de karaté n'est pas sûre d'aller aux championnats du monde, après avoir raté la 1ère League d'Allemagne et celle de Turquie, pour les mêmes raisons. Ces tournois permettent aux budokas du monde de gagner des points qualificatifs pour les Jeux Olympiques. D'autres fédérations seront confrontées à la même situation.

Mais, il y a le revers de médaille, et cela fait grincer des dents. Renoncer aux compétitions internationales auxquelles elles s'étaient déjà engagées expose inévitablement les fédérations à une amende salée telle que l'option de participer est parfois plus avantageuse financièrement. C'est le cas pour la FECOKET, dont le lourd contentieux financier avec FIBA Afrique pourrait se terminer

au Tribunal de Paris, en sus du remboursement des frais engagés par FIBA Afrique et d'une suspension de deux ans au moins de toute compétition internationale. Et finalement, tôt ou tard l'Etat sera contraint de mettre la main à la poche. La question de financement du sport congolais et de gestion des compétitions internationales n'a jamais été aussi actuelle que cette année. Pour certains dirigeants sportifs, la baisse drastique des crédits alloués par les pouvoirs publics met à nue les limites du mode de financement du sport d'élite. Sans parler des contraintes qu'imposent les règles de comptabilité publique et de décaissement des fonds étatiques qui ont fini de soulever l'urgence d'un nouveau mode de financement. Selon certains dirigeants, le règlement des problèmes de moyens et la prise en charge correcte de la demande devrait passer par la création d'une Fondation du sport habilitée à capter des fonds publics et privés. Mais, malgré cette option, d'autres estiment que la balle restera toujours dans le camp de l'Etat.

Jean ZENGABIO

## Foot féminin

## FCF La Source de justesse au firmament

Lancé le 10 octobre dernier, le championnat national de football féminin a connu son épilogue dimanche 22 octobre après-midi au Stade Massamba-Débat. Il a catapulté le FCF La Source au firmament à l'issue d'un scénario inattendu.

Le match-phare de la dernière journée était AC Colombe-AC Léopards. Un match nul suffisait à l'AC Colombe pour s'emparer du titre. Par contre, une victoire de l'AC Léopards avec deux buts d'écart devait sacrer ce dernier.

Dès la 18e minute de jeu, l'AC Colombe ouvrait le score, d'une frappe du pied gauche de Frangelle Nkokolo: 1-0. L'AC Léopards était obligé de se découvrir. Ce qu'il a fait. Son jeu devenait plus tranchant et il a fini par égaliser à la 37e minute de jeu par Diakessé: 1-1, avant de prendre l'avantage, à son tour, à la 48e minute de jeu, sur un penalty converti en but par Malaki: 1-2.

Le dernier coup de sifflet de l'arbitre a surpris les deux équipes sur ce score.

Finalement, l'AC Léopards, l'AC Colombe et le FCF La Source ont terminé la compétition avec le même nombre de points (9) et une même différence de buts (+5). L'organisateur a fait parler le règlement. C'est ainsi qu'à la faveur de sa meilleure attaque (9 buts inscrits), le FCF La Source est sacré de justesse Champion du Congo 2017. D'aucuns



Les filles du FC La Source après leur sacre.

ont écarquillé les yeux. Des yeux qui semblaient sortir des orbites. La chose paraissait insolite. C'est pourtant une réalité.

On en est arrivé là à cause des forfaits concédés par Club Espérance «Mutsanga». Ils lui ont valu d'être retiré de la compétition. Comme stipulé par le règlement, les points engrangés à ses dépens ont été annulés.

L'histoire retient que le FCF La Source est né par la volonté de Melle Fleury Loemba en mars 1988. C'est la plus vieille équipe congolaise encore en activité. En 1990, elle participe au Tournoi de Brazzaville sponsorisé par la brasserie Primus. Pour un essai, c'est un coup de maître.

Fort de cette réussite, le FCF La Source participe au premier Challenge Ongagna "Excellent". Il prend une honorable

troisième place. Pour voir enfin ses efforts couronnés de succès lors de la deuxième édition en 1994. Il engrange son premier titre national de champion en 1996. Celui de cette année, une traversée du désert de cinq ans, est le huitième.

Cela fait énormément plaisir à son président, Raoul Kanda, qui n'en croit pas ses yeux. Il peut bomber le torse et clamer tout haut que la source coule toujours, alors que pour certains la sienne avait tari...

G.-S.M.

## Les derniers résultats

Royal RF-Rayons du Soleil (0-2), AC Colombe-AC Léopards (1-2), AC Léopards-Rayons du Soleil (3-0), AC Colombe-FCF La Source (2-1)



**POTENTIEL**

RESSOURCES HUMAINES

Nous recherchons pour le compte de notre client acteur majeur dans le secteur de distribution de carburants:

INSPECTEUR COMMERCIAL RESEAU

Réf: 003/17

## Description du poste:

Rattaché à la Direction Réseau, vous serez en charge de:

- Gestion administrative de son réseau; - Assurer la bonne tenue de tous les documents de son portefeuille. Il s'agit notamment de:

- Contrôler la bonne tenue du journal et des autres documents de station; - D'analyser les écarts de stock et de proposer les solutions pour les réduire au maximum; - De s'assurer du bon classement et de l'archivage des documents (bon de livraison, facture, reçu de versement...); - De s'assurer que la station est en règle avec l'Administration Publique et le Fisc; - Tenir à jour tous les documents de contrôle et de suivi: Situation financière, compte d'exploitation, mouvement des stocks et des recettes, rapports commerciaux, ... - Veiller à l'approvisionnement régulier en tous produits des stations-service de son portefeuille; - Gestion commerciale et marketing; - Faire appliquer la politique commerciale et marketing de la société sur: les ventes, l'accueil et les services; - Veiller à la bonne présentation des produits (lubrifiants, produits boutiques...); - Étudier, proposer et négocier les éléments économiques des contrats avec les gérants dans le cadre de leur mise en place, de leur renouvellement ou renégociation annuelle (besoin en fonds de roulement, compte d'exploitation prévisionnel); - Maîtriser et prévenir les risques financiers en procédant mensuellement au contrôle de la santé financière (situation financière) et à l'analyse des performances économiques et commerciales (compte d'exploitation réel); - Proposer et mettre en œuvre les plans d'actions nécessaires au développement des ventes et à l'optimisation des résultats; - Mobiliser les équipes sur l'accueil des clients et les objectifs du Réseau; - Contr-

buer au plan de formation continue de l'ensemble du personnel et animer la politique de promotion Jeunes Gérants; - Assurer une veille concurrentielle et sectorielle: identifier et qualifier des prospects éventuels, analyser la concurrence; - HSE/Etat physique/Maintenance; - Appliquer et faire appliquer les règles Hygiène, qualité, Sécurité et Environnement. Assurer la propreté des stations, la fonctionnalité du matériel technique (pompe, suppresseur, compresseur, split, gonfler de pneus).

## Profil de candidat recherché:

- Niveau Bac+5 impératif (commerce, gestion, ingénieur); - Avoir envie de faire un métier commercial, au service des clients; - Grand sens du commerce et réelles capacités de négociation/prospection; - Probité morale et intégrité; - Capacité à travailler en équipe et de manière transversale avec les autres directions; - Sens de l'écoute et de la communication, potentiel managérial; - Capacité organisationnelle, capacité à réagir rapidement aux problèmes et à hiérarchiser les priorités; - Sens de l'analyse et maîtrise des chiffres; - Capacité rédactionnelle (qualité des messages, aisance orale et rédactionnelle); - Homme / femme de terrain; - Mobilité géographique; - Permis de conduire Catégorie B.

Vous souhaitez candidater?

Merci de postuler à l'offre en indiquant la référence du poste à pourvoir (Lettre de motivation + curriculum vitae) avant le 31 octobre 2017 en écrivant à:

POTENTIEL R.H.

E-mail: recrutement@potentielrh.com / http://www.potentielrh.com





BRALICO SA, Brasserie et Limonaderie du Congo dont le siège social est sis à la base industrielle, non loin de l'ancienne foire de Pointe noire, est une filiale du Groupe CASTEL présent dans 27 pays d'Afrique avec plus de 80 Brasseries. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons actuellement:

1- Technicien en Métrologie H/F.

**Missions Générales:**

- Garantir la fiabilité des équipements de contrôle, de mesure et de sécurité (ECMS)
- Rationnaliser le parc des ECMS
- Mettre en place des plans de maintenance, de contrôle et d'étalonnage des ECMS.

**Profil recherché**

- **Diplôme:** BAC + 5 ou Ingénieur en Électronique
  - **Expérience Requise:** 2 ans minimum en Instrumentation et Métrologie
  - **Compétences Requises:**
    - Maîtrise en électronique, instrumentation et métrologie
    - Avoir le sens de la précision
    - Capacité d'organisation et de gestion du temps et d'un programme prédefini.
- Aptitude à se perfectionner/évoluer techniquement

2- Responsable Maintenance Planifiée / Responsable Bureau Méthode H/F.

**Missions Générales:**

- Paramétrer et mettre en place la Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO)
- Suivre et faire évoluer les méthodes de maintenance préventive planifiée (Réalisation des programmes de maintenance planification, suivi et exploitation des données, optimisation)
- Participer avec le Chef de Maintenance à la définition et la mise en place d'une politique de sous-traitance
- Rédiger des modes opératoires, instructions de travail et modules de formation en fonction des besoins et des demandes des opérateurs, des techniciens ou de la Direction Technique.

**Profil recherché**

- **Diplôme:** Ingénieur Généraliste
- **Expérience Professionnelle:** 5 ans dans le domaine de la gestion et de la planification de la maintenance industrielle. Une expérience dans l'industrie agroalimentaire serait un plus.
- **Compétences Requises:**
  - Maîtrise en mécanique, électricité, électronique, froid industriel, vapeur et automatisme.

3- Des Electriciens Industriels de Maintenance

**Missions Générales:**

- Localiser l'origine d'une panne éventuelle (tests et mesures)
- Contrôler et vérifier les équipements, installations et matériels
- Effectuer les mises aux normes des installations (évolutions récentes et impactantes)
- Accomplir les tâches d'entretien nécessaires dans le respect des consignes d'hygiène et de sécurité
- Réparer par remplacement ou remise en état, les éléments ou organes défectueux, assurer le raccordement.

**Profil recherché**

- **Diplôme:** Bac / Bac+2 ou Equivalent en Equipements et installations électriques, Electrotechnique, Installations et équipements électriques, Maintenance Industrielle
- **Expérience Professionnelle:** 2 ans dans le domaine de la maintenance électrique industrielle. Une expérience dans l'industrie agroalimentaire serait un plus.
- **Compétences Requises:**
  - Electricité industriel
  - Une connaissance d'une technologie connexe (Electronique, automatisme, informatique industrielle) serait un plus
  - Rigueur dans l'application des process et des consignes de sécurité électriques
  - Capacités d'analyse et de diagnostic.

4- Des Mécaniciens de Maintenance H/F.

**Missions Générales:**

- Assurer l'entretien mécanique courant des machines
- Localiser et diagnostiquer les pannes- Réparer, remplacer la pièce ou l'organe défectueux
- Contrôler le fonctionnement des équipements à l'aide d'appareils de métrologie
- Assurer la remise en service de l'installation

**Profil recherché**

- **Diplôme:** BAC / BAC +2 en maintenance d'équipements mécaniques, (machine-outil, mécanicien diéséliste, frigoriste, hydraulicien, matériel agricole ou équivalent)
- **Expérience Professionnelle:** 2 ans ou plus en maintenance mécanique industrielle.
- **Compétences Requises:**
  - Connaissances approfondies en mécanique, hydraulique, pneumatique.
  - Respect des normes qualité, sécurité et environnement.
  - Adaptation permanente aux nouvelles technologies.

5- Technicien de Planification de Maintenance Industrielle H/F.

**Missions Générales:**

- Assurer le suivi des plans de maintenance et en garantie la fiabilité
- Organiser et programmer les activités et opérations de maintenance préventive.
- Proposer des solutions pour optimiser la sécurité et la performance des matériels (veille).

**Profil recherché**

- **Diplôme:** BAC + 2 /3 en maintenance industrielle
- **Expérience Professionnelle:** 2 ans dans le domaine de la planification de la maintenance industrielle. Une expérience dans l'industrie agroalimentaire serait un plus.
- **Compétences Requises:**
  - Connaissances techniques en mécanique, hydraulique, pneumatique, électricité industrielle, automatisme
  - Maîtrise l'outil informatique.
  - Capacité à raisonner avec méthode et à détecter une situation anormale.
  - Travail en équipe.
  - Capacité d'adaptation.

6- Chef Magasinier PDR (Pièces de Rechange) H/F.

**Missions Générales:**

- Délivrer les pièces demandées sur base d'un bon de sortie dûment signé par le chef de service concerné; travailler en toute autonomie durant le shift de nuit.
- Tenir à jour les fiches KARDEX de toutes les pièces et Participer aux inventaires mensuels et annuels.

- Organiser le stockage selon les procédures; veiller au respect du principe de FIFO.
- Encoder, dans le logiciel de la GMAO, tous les mouvements d'entrée / sorties du magasin central ou de retours.

**Profil recherché**

- **Diplôme:** BAC+2/3 en Sciences de Gestion, Management ou Equivalent.
- **Expérience Professionnelle:** 2 ans dans le domaine de la gestion de pièces de rechange
- **Compétences Requises:**
  - Maîtrise de l'outil Informatique (Word, Excel, Powerpoint).
  - Bonne mémoire visuelle.
  - Respect des délais de livraison aux services utilisateurs.
  - Respect du timing (encodage).
  - Exactitude de l'encodage des mouvements.

7- Responsable Qualité H/F.

**Missions Générales:**

- Concevoir les procédures garantissant la qualité de l'Organisation
- Définir et mettre en place, avec le comité de direction, une politique qualité et les objectifs liés à cette politique
- Définir les processus de l'entreprise et la cartographie des processus
- Contrôler la qualité des prestations des sous-traitants
- Fixer conjointement avec les pilotes processus les Indicateurs de performance de leur processus
- Contribuer à la définition globale de la politique qualité de l'entreprise
- Participer à la formation du personnel aux méthodes qualité
- Identifier les risques et opportunités des processus et de l'entreprise
- Mettre en place les procédures, instructions de travaux et enregistrements liés à toutes nos activités
- Promouvoir l'approche Qualité au sein de l'entreprise
- Mettre en place les audits Qualité
- Se mettre en conformité avec la norme Iso 9001-2015 et planifier la certification à cette norme

**Profil recherché**

- **Diplôme:** BAC+ 3/4 en Management de la qualité
- **Expérience Professionnelle:** 5 ans ou plus dans le domaine industriel. Une expérience dans l'industrie agroalimentaire serait un plus.
- **Compétences Requises:**
  - Maîtrise de l'informatique industrielle et de gestion
  - Conduite de la démarche qualité en vue de la certification ISO dans une industrie
  - Bien connaître les process de l'entreprise, ses flux et les technologies associées
  - Maîtriser les normes, la certification ou la labellisation choisie.
  - Connaissance de base en gestion administrative, comptable et financière

**Lieu des Postes à Pourvoir:** Pointe-Noire

Le dossier devra obligatoirement contenir une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, et doit être adressé à la Direction Générale de BRALICO, par courriel uniquement à l'adresse suivante: recrutement@castel-congo.com en indiquant en objet le poste à pourvoir.

La date limite de dépôt des dossiers est prévue au 18 Novembre 2017.



**AVIS DE VENTE IMMOBILIERE**

LCB Bank société anonyme avec C.A au capital de 10.000.000.000 de FCFA, RCCM-06-B-679, NIU : M2005110000294157, dont le siège social est sur l'avenue Amilcar CABRAL, Brazzaville, procède à la vente des actifs immobiliers hors exploitation présentant les caractéristiques suivantes :

Nature	Propriétaire	Localisation	Superficie	Prix de Vente
Terrain nu	LCB Bank (Acquisition directe)	Situé au Centre-ville avenue du Gouverneur Général EBOUE, à côté du magasin ALIMA, de l'immeuble CAP INFO, Arrondissement 3 Poto-poto, Brazzaville.	1267,50m <sup>2</sup> TF : 772 section : R P : 34	2 250 000 000 FCFA
Terrain bâti	LCB Bank (Acquis par adjudication)	Situé au n°29 de la rue Emile BIAYENDA Quartier MASSINAM/FILOU Brazzaville	294,95 m <sup>2</sup> TF :21117 section AK; P : 4	20 000 000FCFA
Terrain bâti	LCB Bank (Acquis par adjudication)	Situé au n°137 de l'avenue des 3 martyrs MOUNGALI Brazzaville	153,64m <sup>2</sup> TF: 9391 section :P8 Bloc 152 ; P 8	120 000 000 FCFA

**Conditions et modalités de vente:**

Biens vendus en l'état. Les frais de transcription et les autres frais annexes sont à la charge de l'acquéreur. Les biens ne sont grevés d'aucune charge. Le paiement se fait au comptant, contre remise de quittance. Les équipes de la banque se tiennent à votre disposition pour la visite des sites concernés. Des discussions directes sont possibles avec la Direction Générale de LCB Bank.

Pour tous renseignements complémentaires, contacter LCB Bank au siège social, sise avenue Amilcar CABRAL Centre-ville.

**Contacts:** 05 369 56 35 /05 310 11 31 / 05 310 11 39



Politique

# Clément Mouamba place le PCT en pôle position dans la Lékoumou

Par Augustine ILOUNDOU

Le Premier ministre, chef du gouvernement, M. Clément Mouamba, député du Parti Congolais du Travail (PCT) de la Commune de Sibiti, confirme, chaque jour, l'envergure de sa stature d'homme politique avisé, en fédérant les filles et fils de la Lékoumou autour des idéaux de développement du Président Denis Sassou N'Guesso.

Au sortir des élections législatives et locales de juillet 2017, «l'effet Mouamba» a permis au PCT et ses alliés de se placer en pôle position dans le Département de la Lékoumou où il a raflé la majorité des sièges des conseillers locaux (42 sur les 72 conseillers départementaux; 15 sur les



Ici, avec les sages et notabilités de la Lékoumou.

25 conseillers communaux), des députés (3 sur les 6) et des Sénateurs (3 sur les 6). Bien que candidat unique dans sa circonscription, Clément Mouamba a fait l'unanimité. Les populations n'ont pas voulu lui opposer un candidat qui, de toutes les façons, allait jouer d'avance perdant.

Les suffrages qui lui ont été accordés témoignent de la confiance que les hommes et les femmes de la Lékoumou ont placée en Clément Mouamba. Elu député au premier tour avec 100%. La liste qu'il a conduite aux élections locales l'a également emporté sans encombre.

Tout au long de la campagne, Clément Mouamba a su, comme diraient les sportifs, mouiller le maillot, pour aller soutenir sur le terrain, les autres candidats de son parti, le PCT. Ainsi, nous l'avons vu aux côtés de Davy Benoît Mouhoumounou à Mayéyé;



Clément Mouamba.

de Marcel Mbani à Zanaga.

Aujourd'hui, le leadership politique de Clément Mouamba dans la Lékoumou est à l'origine de nouvelles adhésions au PCT qui compte de plus en plus de militants dans ce département.

Animé par le souci de voir son pays sortir de la pauvreté, Clément Mouamba œuvre sans cesse à appliquer la politique du Président de la République qui est celle d'unifier, de



Le Premier ministre...

rassembler les Congolais et les Congolaises, autour des valeurs de paix, de fraternité, d'intégrité, de solidarité, de travail, pour le développement du Congo.

Au niveau de la Lékoumou, charité bien ordonnée commençant chez soi-même, Clément Mouamba s'emploie, chaque jour, à rassembler ses frères et sœurs téké, nkota, ndassa, lali, yaka, bembé, autochtones, etc., sans considération d'obédiences politiques, religieuses, tribales, claniques.

D'ailleurs, son élogieux parcours scolaire et professionnel témoigne des liens et relations qu'il entretient avec les autres. C'est un rassembleur. Un homme ouvert, sensible et humble.

La diligence du Premier ministre dans l'élec-

trification du chef-lieu du département, Sibiti, métamorphosé par la municipalisation accélérée de 2014, a suscité une plus forte adhésion des populations de la Lékoumou au projet de société du Président Denis Sassou N'Guesso, «La marche vers le développement, plus loin ensemble», que met en pratique Clément Mouamba, reconduit à son poste en août dernier.

Les populations de la Lékoumou sont d'ailleurs reconnaissantes au Chef de l'Etat, pour cette marque de confiance. Conscient



Pendant le lancement de la centrale électrique de Sibiti.

de cette responsabilité, Clément Mouamba est sur tous les fronts pour combler les attentes de tous et l'espoir placé en lui.

En rappel, surtout pour les jeunes générations, le PCT est le plus ancien de tous les partis présentement sur l'échiquier politique congolais. Il a été créé en 1969. Et le 31 décembre prochain, il sera célébré les 48 ans de son existence. Le PCT reste le parti le mieux structuré, avec une assise nationale remarquable. Sa large victoire aux



...accueilli en liesse par les populations.

dernières élections législatives, locales et sénatoriales, a confirmé sa place de locomotive de la majorité présidentielle.

A.I.



  
**BUROTOP IRIS**

**VESTEL**

Le géant européen de l'électroménager débarque au Congo !

**Split 12 000 BTU**



**199 000 FCFA** HT

**BUROTOP IRIS, distributeur exclusif de VESTEL**  
au Congo.

---

**Brazzaville:** 4 Avenue FOCH 055 777 888 - 066 69 60 60  
**Pointe Noire:** Avenue Moe Katt Matou 044 53 53 53 - 056 056 056